

**LECORNU, MINISTRE DES ARMÉES
ET PREMIER MINISTRE : TOUT
UN PROGRAMME À COMBATTRE**

**ESCALADE GÉNOCIDAIRE POUR
VIDER GAZA DE SA POPULATION**

RÉvolutionnaires

41

18 SEPTEMBRE 2025 · 2 € · LE JOURNAL DU NPA-RÉvolutionnaires

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

ÉDITORIAL

Pour dégager la politique antisociale en faveur des riches et des patrons, le 18 septembre tous en grève... et après on continue !

Le 10 septembre, nous étions plusieurs centaines de milliers sur les blocages, dans les rassemblements et les manifestations. Ni les 80 000 flics de Retailleau, ni la nomination express de Lecornu après le hara-kiri de Bayrou n'ont désamorcé la colère, au contraire.

LE 10 SEPTEMBRE : UN TRÈS BON DÉBUT !

Des milliers de travailleurs, travailleuses et jeunes ont fait grève, dans la santé, dans l'éducation, à la SNCF, mais aussi dans des petites entreprises, sans attendre les consignes des syndicats.

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans le pays, des milliers se sont réunies en assemblées sur les places pour discuter des suites. Partout, ce sont aussi les jeunes qui ont rejoint les manifs. Au moins 150 lycées étaient bloqués, et si les campus sont restés sages c'est parce que la rentrée universitaire n'avait pas encore eu lieu. Une jeunesse désobéissante et spontanée est une force. C'est à ses côtés, qu'il faudra lutter.

Samedi 13, des manifestations ont aussi eu lieu. C'est un mouvement qui naît, par en bas, qui exprime la colère profonde des classes populaires.

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉvolutionnaires



POLITIQUE	p. 1 à 4	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 13	VIE DU PARTI	p. 14	NPA JEUNES-R	p. 16
Editorial Pour dégager la politique antisociale en faveur des riches et des patrons, le 18 septembre tous en grève... et après on continue ! Pour le RN, Lecornu n'est ni inconnu ni un intrus... Lecornu... ça pue ! Dette publique : entre alarmisme opportuniste et dictature du capitalisme financier	Avec Mélenchon, la « révolution » accouche d'une souris « Taxer les riches » ou exproprier les patrons ? Le PCF offre ses conseils à la bourgeoisie Le Medef est déterminé ? Nous aussi ! Non à la criminalisation de la solidarité avec les Palestiniens !	Palestine : l'escalade génocidaire pour vider Gaza de sa population Boeing : et 1, et 2, et 3 refus des grévistes ! Escalade militaire aux portes de l'Europe : les impérialistes parlent de paix en vendant des canons Après l'Indonésie et le Népal : à qui le tour ? Grande-Bretagne : démonstration de force de l'extrême droite États-Unis : les crocodiles ont la larme facile, mais gare à leurs canines	LECORNU, MINISTRE DES ARMÉES ET PREMIER MINISTRE : TOUT UN PROGRAMME À COMBATTRE ! Industrie de l'armement : concentration et monopoles La farce de la « défense de la patrie » Secteur en plein boom, exploitation de haut vol Avion européen : des ailes un peu courtes Les armées recrutent : combattre l'embrigadement !	Le 18 et après : s'organiser pour généraliser les grèves Secteur de l'aide publique au développement La Poste : s'organiser au-delà des frontières géographiques et syndicales La fédération transports de la CGT, ou la ligne brisée À Grenoble, les mobilisations de salariés du travail social et médico-social font l'actu ! Comité d'action Renault Lardy	À Valenciennes, une manifestation jeune et ouvrière « En haut des couilles en or, en bas des nouilles encore... y'en a marre ! » Ateliers SNCF de Rouen : les revendications ouvrières au cœur ! Au cœur des attaques, la santé se mobilise Grève massive aux TCL le 8 septembre Thermo Fisher : le médiamente, c'est la grève ! Valeo Mondeville : eh oui, la grève ça bloque !	Le NPA-Révolutionnaires à la fête de l'Humanité Élections municipales à Düsseldorf : les idées révolutionnaires en campagne !	« Bloquons tout » : la rentrée des luttes précède le début des cours ! Tous et toutes en grève le 18 septembre et après	Face à la sélection à l'université : soutenons la lutte des sans-facs !			
								CULTURE p. 14-15	Les jeunes vivent de plus en plus longtemps chez leurs parents		
									La place des femmes dans l'histoire des sciences modernes : portrait de scientifiques injustement oubliées		

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

LES MINISTRES PASSENT, LE PROGRAMME RESTE

Car les patrons attendent de Lecornu qu'il continue la politique de ses prédécesseurs : nous faire payer la « dette » en supprimant des milliers d'emplois dans la fonction publique, en bloquant les salaires, sabrant dans les hôpitaux, en déremboursant médicaments et soins... Pendant que les patrons empochent 211 milliards annuels de subventions et exonérations - et même 270 milliards selon un livre qui vient de paraître -, et l'explosion du budget de l'armée profite aux Dassault, Safran, Thalès et autres.

Même agrémenté de quelques « concessions » pour acheter le soutien d'un Parti socialiste qui ne demande pas mieux - comme le renoncement à nous voler deux jours fériés -, c'est un budget de guerre sociale et de guerre tout court... porté par l'ancien ministre des Armées, tout un symbole !

RIEN À ATTENDRE D'UNE NOUVELLE LOTERIE ÉLECTORALE

Tout le petit monde politique frétille à l'idée de nouvelles élections. À droite, le parti le plus anti-ouvrier, le RN, dont les dirigeants fréquentent et apprécient Lecornu, réclame, pour faire bonne figure, de nouvelles élections législatives, en espérant y glaner plus de députés et arriver aux manettes pour s'en prendre davantage encore aux services publics, aux travailleurs immigrés, puis à tous les travailleurs.

À gauche, PS, PCF et Verts entrent dans des mécanos visant éventuellement à soutenir le gouvernement, en mettant des « conditions ». La belle affaire !

La France insoumise appelle à « bloquer le pays » pour mettre en avant la « destitution » de Macron. Mais c'est encore détourner la colère vers les solutions électoralles et institutionnelles. Un autre gouvernement, avec ou sans Macron, en laissant au pouvoir ceux qui nous exploitent, ne pourra rien amener de bon pour la classe ouvrière et la jeunesse.

TOUS ET TOUTES EN GRÈVE LE 18, GÉNÉRALISONS LES GRÈVES !

Pour imposer une autre politique, nous ne pourrons compter que sur nous-mêmes. Il faudra bloquer le pays, et le moyen le plus efficace d'y parvenir, c'est la grève ! Si les travailleurs cessent le travail, plus rien ne tourne et la machine à profits se grippe. C'est par la grève qu'on s'attaque à la minorité d'exploiteurs qui décident de tout à notre place. C'est par la grève qu'on pourra dégager la politique patronale et avec elle toute la société capitaliste, qui n'entraîne que misère et guerre, exploitation, oppressions et racisme.

Alors, soyons en grève le 18... et après ! Soyons aussi massivement dans la rue pour que tout le monde voie notre force. Discutons entre nous dans les ateliers et les bureaux, avant et après les manifestations, afin de nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, sans nous en remettre aux politiciens et aux appareils syndicaux.

• 04/09/2025

Pour le RN, Lecornu n'est ni inconnu ni un intrus...

La chute précipitée de Bayrou, puis la nomination rapide de Lecornu ont quelque peu bousculé le planning de rentrée du RN. Le grand meeting de Bardella-Le Pen à Bordeaux du 14 septembre devait être centré sur les municipales... ce sera pour une autre fois. Il fallait bien prendre le temps d'expliquer à l'auditoire suant le bleu-blanc-rouge par tous les pores à la fois que « Lecornu est le fidèle artisan de la politique macroniste » mais que s'il s'engageait dans « la rupture » le RN pourrait lui laisser sa chance... tout en prédisant « la chute » de Lecornu « dans quelques semaines ou quelques mois ». En omettant de préciser que le RN, à lui tout seul, n'a pas les moyens de censurer un gouvernement. De scénarios tortueux en prophéties inachevées depuis plus d'un an, le RN semble naviguer à vue. Réclamer la démission de Macron et une présidentielle anticipée est impossible : non seulement c'est ce que

réclame LFI, mais surtout Marine Le Pen est actuellement inéligible. Alors Le Pen se rabat sur le scénario bis : « *Lorsque ce gouvernement sera censuré [...] vous serez à nouveau appelés aux urnes [et] vous aurez le pouvoir de faire de Jordan [Bardella] votre Premier ministre.* » Un Premier ministre de cohabitation avec Macron, un an avant la présidentielle de 2027 ? Pas sûr que Bardella y voie le meilleur cadeau pour son trentième anniversaire... Alors, en attendant que le procès en appel de Le Pen ait lieu (au début de l'année 2026), finalement pour le RN, il est plutôt le temps d'attendre... tout en exigeant toujours plus d'attaques contre les travailleurs immigrés, les sans-papiers et les étrangers, ce que Lecornu n'aura aucun problème à mettre en œuvre.

MARIE DAROUEN • 16/09/2025

Lecornu... ça pue !

S'il est impossible de prédire si Lecornu aura un grand avenir à Matignon, un petit retour sur son passé déjà bien rempli de politicien bourgeois réactionnaire est très instructif. À 39 ans « seulement », celui qui est ministre de Macron depuis 2017 est très vieux dans sa tête depuis longtemps, si on en juge ses prises de position homophobes récurrentes. Opposé au mariage pour tous en 2012, car « le communautarisme gay [l]exaspère autant que l'homophobie », il refusait également l'ouverture de l'adoption pour les couples de même genre et défendait qu'« une famille se construit entre un homme et une femme ».

Après avoir fréquenté le lycée privé catholique Saint-Adjutor de Vernon dans l'Eure, hésité entre une carrière militaire et une entrée dans les ordres monastiques, fait son droit à l'université d'Assas, Lecornu a endossé directement la carrière politique dans les sphères de la droite euroise, au début des années 2000, alors cornaquée par Bruno Le Maire. Après différents postes d'assistant parlementaire, il est devenu maire de Vernon en 2014, puis conseiller départemental de l'Eure où il a mis en avant « la chasse aux fraudeurs du RSA ». Il a également procédé à la fermeture de deux collèges en éducation prioritaire, qu'il a justifiée par leur « taux de remplissage trop faible ». En 2017 il était directeur adjoint de la campagne de François Fillon... qu'il a abandonné dès que le scandale « Pénélope » éclata. Puis, comme son ami Darmanin, il a été exclu des Républicains après avoir intégré le premier gouvernement nommé par Macron en 2017. Ainsi a commencé sa carrière ministérielle ininterrompue : Écologie, Collectivités locales, Outre-mer... tout en cumulant avec son poste de président du conseil départemental de l'Eure, mais aussi avec un poste rémunéré au sein du conseil d'administration des autoroutes de Paris-Normandie. Entre le béton et l'écologie, il aurait pourtant fallu choisir... quoique ? Il a fait ouvrir la centrale de Flamanville et le centre d'enfouissement des déchets de Bure et il promeut la chasse, dont il est un adepte régulier... Adepte aussi de réunions secrètes régulières avec Marine Le Pen, révélées en 2024 par *Libération*, que Lecornu a niées... mais pas Le Pen, qui le trouve « sympathique ».

Colonel réserviste de la gendarmerie nationale, c'est au poste de ministre des Armées qu'il semble avoir atteint le summum du contentement à partir de 2022 : « *Ces questions me passionnent. J'ai de l'énergie à revendre à ce ministère* », confiait-il encore le 30 août dernier au journal *Le Parisien*... Proposer le poste de Premier ministre à un tel personnage n'est pas seulement une provocation de plus de Macron. C'est un blanc-seing délivré pour une politique totalement compatible avec l'extrême droite.

M. D. • 16/09/2025

NUMÉRO 41 • 18 SEPTEMBRE 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901
ADRESSE : BP6008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

RÉVOLUTIONNAIRES

DETTE PUBLIQUE : ENTRE ALARMISME OPPORTUNISTE ET DICTATURE DU CAPITALISME FINANCIER

François Bayrou est tombé... mais le débat sur la dette publique lui a survécu. C'est à qui alignera le plus de nombres faraîneux : 3 345 milliards d'euros de dette publique, 1 000 milliards de plus depuis 2017, vous vous rendez bien compte ?

D'OU VIENT L'ACCROISSEMENT DE LA DETTE ?

Cette dette n'est pas celle des travailleurs, qui n'ont en rien vu leur niveau de vie augmenter.

Matthieu Aron et Caroline Michel-Aguirre, journalistes au *Nouvel Obs*, donnent une piste : plus de 270 milliards d'euros par an passent des caisses de l'État français - et, pour une petite partie, de l'Union européenne - aux milliardaires et aux multinationales à travers plusieurs canaux. Subventions, niches fiscales, exonérations d'impôts... Un rapport récent du Sénat les chiffrait à 211 milliards.

DU FRIC POUR L'ARMÉE ET LES PATRONS, IL Y EN A TOUJOURS

Quand il s'agit de faire payer l'addition de cette dette, ils se souviennent de nous. Gel des prestations sociales, désindexation des retraites sur l'inflation, suppressions d'emplois dans la fonction publique : ces mesures toucheraient de plein fouet les travailleurs et les plus pauvres. Seul domaine

immunisé face aux coupes budgétaires ? Le budget des armées, qui augmentera de 3,5 milliards en 2026 et 3 milliards en 2027, pour atteindre 64 milliards d'euros, soit le double de 2017.

Le remboursement de la dette est agité comme un prétexte : il ne s'agit pas de rembourser pour l'État français 3 345 milliards d'euros, ni aujourd'hui... ni jamais. Les prêts contractés chaque année pour couvrir le déficit du budget sont remboursables pour la plupart au terme de l'échéance (10, 20 voire 50 ans...) et l'État ne se prive pas de réemprunter à ce moment-là pour rembourser les sommes dues. Il ne s'agit donc que des intérêts, et qui engrassen les financiers.

LES DETTES PUBLIQUES, UNE ARME DU CAPITALISME FINANCIER

Au-delà du catastrophisme de circonstance des politiciens pour justifier de nouvelles attaques pro-patronales, la dette publique est aujourd'hui contractée principalement sur les marchés financiers, avec des taux d'intérêt fluctuants. La charge de

la dette de l'État français, c'est-à-dire l'ensemble des intérêts versés, se chiffre ainsi à 56 milliards d'euros en 2025 : un transfert direct de richesses aux créanciers. Qui fixe la hausse des taux ? Les grandes banques et créanciers privés, en fonction de la conjoncture du moment et de là où les placements leur paraissent plus sûrs et plus rentables.

Les États, surtout les plus pauvres, sont à la merci d'une hausse des taux d'intérêts et de tout ce qui se joue sur les marchés financiers. Des produits financiers complexes tels que les couvertures de défaillance, ou Credit Default Swap (CDS), encouragent par exemple à spéculer sur le risque de défaillance du débiteur (en l'occurrence l'État) : plus ce risque augmente, plus le CDS prend de la valeur.

La fluctuation des taux d'intérêts est un outil bien pratique pour les marchés financiers afin de faire passer des messages sur les politiques menées. En 2022, la Première ministre anglaise, Lizz Truzz, avait dû démissionner 45 jours après avoir été élue. L'annonce de baisses d'impôts financées par la dette avait entraîné une panique sur les marchés financiers et une chute de la livre anglaise. Les « notes » données par les agences de notation jouent elles aussi di-

rectement sur le taux d'intérêt : ce qu'elles sanctionnent, c'est la capacité des États à imposer un transfert des richesses des classes populaires vers la bourgeoisie.

QUELLE POLITIQUE FACE À LA DETTE ?

Pour se libérer réellement de l'emprise de la dette - et des patrons ! -, il s'agira de s'en prendre directement au pouvoir de la bourgeoisie, afin d'exproprier les banques et de mettre tout le système de crédit sous le contrôle direct des travailleurs. Après la révolution d'Octobre, en 1917, les bolcheviks avaient trouvé une solution simple : annuler purement et simplement la dette de l'État russe contractée sous le tsarisme.

En tout cas, dès aujourd'hui, ce n'est en rien aux travailleurs et travailleuses de payer l'addition pour un plat qu'ils n'ont même pas mangé : aux capitalistes, du haut de leur montagne de profits accumulés, de payer leur dette, ce n'est pas notre affaire !

BORIS LETO • 15/09/2025

Avec Mélenchon, la « révolution » accouche d'une souris

Le 10 septembre, nous nous sommes retrouvés à lutter aux côtés de bien des militants ou sympathisants de la France insoumise. Celle-ci appelle aujourd'hui à continuer la lutte. Tant mieux, mais derrière quelles perspectives ?

UNE POLITIQUE DE RELANCE... POUR QUI ?

Sur le plan économique, Mélenchon dénonce la « politique de l'offre » de Macron et de son prédécesseur Hollande, faite de cadeaux au patronat et d'attaques pour réduire le « coût du travail ». Une politique incapable selon lui de résoudre le problème structurel qui nuirait à l'économie française, à savoir que les capitalistes n'investiraient plus assez dans des investissements productifs. Il s'agirait dès lors pour l'État d'opérer une grande « relance écologique et sociale », faite d'investissements publics ciblés. Rien de très original à vrai dire : des gouvernements, de droite comme de gauche, ont pu à bien des moments pratiquer ces plans de relance pour accourir au secours de leurs capitalistes et remplir les carnets de commande. Aurélie Trouvé, députée LFI, ne le dit d'ailleurs pas autrement : « Tout ça va créer beaucoup de prospérité et de stabilité pour les entreprises en réalité. » Nous voilà rassurés pour les profits patronaux, moins pour ce que pourront en tirer les travailleurs et travailleuses. La « relance écologique et sociale » à la sauce LFI serait aussi une manière de retrouver une « souveraineté industrielle » en voie de disparition : comme si l'exploitation patronale avait meilleur goût quand elle était française et que cela empêchait les suppressions d'emplois.

Quant à la politique de soutien au pouvoir d'achat, qui profiterait toujours aussi selon la FI aux entreprises à travers la hausse de la consommation engendrée, une seule question : comment imposer de réelles augmentations de salaire ? Par le bon vouloir de patrons soudainement convertis au mélenchonisme ?

En réalité, en s'échinant à faire croire qu'une bonne politique économique de l'État pourrait être profitable à tous, ces discours cachent surtout l'essentiel : les intérêts contradictoires entre les patrons et celles et ceux qu'ils exploitent. Le patronat tient le gouvernail de l'économie et fait ses choix d'investissement en fonction des profits à se faire : c'est seulement en contestant directement ce pouvoir par nos luttes que l'on pourra imposer nos revendications, sur les salaires, l'âge de départ à la retraite et tout le reste.

À QUOI RESSEMBLERA « LA RÉVOLUTION CITOYENNE » ?

Jean-Luc Mélenchon s'est gargarisé dans son meeting à la Fête de l'Humanité que la mobilisation de la France insoumise avait permis de renverser deux gouvernements « sans tirer un coup de fusil ». Et propose un modèle pour la suite : il s'agirait de combiner « action populaire auto-organisée » et « action institutionnelle » pour destituer Macron. Nul besoin dès lors que « les insoumis cherchent à prendre la tête » des mobilisations sociales... puisqu'elle reviendrait d'office aux députés LFI. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » peut bien répéter Mélenchon après Marx, mais c'est pour rajouter directement derrière : travailleur, mobilise-toi mais... pas touche à la politique ! Derrière les accents radicaux de Mélenchon, on retrouve les vieilles illusions électorales convoyées par la gauche de Mitterrand à Hollande : l'arrivée au pouvoir par les urnes d'un vrai homme politique de gauche suffirait à résoudre les problèmes des travailleurs et des pauvres.

Ras-le-bol des médias des milliardaires ?

ABONNE-TOI À RÉVOLUTIONNAIRES

Infos, tarifs et abonnement →



CONTACTEZ-NOUS
courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

Que Macron, ennemi revendiqué des travailleurs, dégage sous la pression d'une mobilisation d'ampleur ? Bon débarras, personne ne le regrettera. Mais pour s'attaquer à la dictature des patrons et des milliardaires sur la société, faire tomber Macron ne suffira pas. Seule l'intervention directe des travailleurs, organisés démocratiquement dans leurs propres structures de lutte et de pouvoir, pourra la remettre en cause... et non pas une nouvelle voie de garage électorale.

B.L. • 14/09/2025

« TAXER LES RICHES » OU EXPROPRIER LES PATRONS ?

Pour montrer qu'elle peut gouverner de manière responsable, c'est-à-dire être respectueuse des intérêts capitalistes, la gauche propose son « budget alternatif » pour résorber la dette. Elle a donc ressorti de derrière les fagots la « taxe Zucman » qui voudrait que les 0,01 % des contribuables les plus riches paient en impôts au minimum 2 % de leur fortune. Cela rapporterait, selon son auteur, de l'ordre de 20 milliards d'euros. Une minuscule partie de ce que touchent les mêmes en subventions... Mais, quand bien même cette taxe serait effective, elle laisserait le cœur du problème intact : ce sont les patrons qui décident ce qui doit être produit et comment, tirent profit de l'exploitation des travailleurs et dictent leur politique aux États. La « répartition des efforts » est un leurre : ce sont toujours les classes populaires qui payent, par le vol de leur travail et par le poids de l'impôt.

B. L. • 15/09/2025

Non à la criminalisation de la solidarité avec les Palestiniens !

Le 11 septembre 2025, à Dinard (Ille-et-Vilaine), la police a perquisitionné le domicile de Daniel Levyne, directeur de publication du site internet de l'Union juive française pour la paix (UJFP). Cette action, menée suite à la plainte d'une organisation sioniste, s'inscrit dans le cadre d'une circulaire du ministre de l'Intérieur, Retailleau, qui prétend combattre « l'apologie du terrorisme ». Cette politique vise à présenter comme des criminels antisémites tous ceux qui dénoncent le génocide perpétré à Gaza par l'armée israélienne, sous les ordres de Netanyahu. À l'heure où les massacres continuent à Gaza et où Netanyahu tente de procéder à l'épuration ethnique d'une zone qui compte plus deux millions d'habitants, nous protestons vigoureusement contre cette opération policière d'intimidation et apportons toute notre solidarité à Daniel Levyne et à ses camarades.

NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

Le Medef est déterminé ? Nous aussi !

Face à l'ampleur de la colère qui s'est exprimée le 10 septembre et qui continue de monter, Lecornu, fraîchement nommé Premier ministre, manœuvre déjà pour tenter de couper court aux grèves et aux mobilisations. Il annonce de pseudo-concessions en renonçant à la suppression des deux jours fériés et en supprimant les avantages à vie des anciens membres de gouvernements, avec l'espérance que les travailleurs et la jeunesse rentrent sagement à la maison et laissent passer son budget de guerre sociale.

C'est exactement le type de concessions, inoffensives pour les patrons, qui vont dans le sens de ce que demande le Parti socialiste, et qui lui suffiraient pour voter ou laisser passer le budget Macron. C'est ce que Faure annonce discuter mercredi 17 septembre avec Lecornu. Le PS fait beaucoup de tapage autour de sa proposition de taxe Zucman, un hochet pour justifier un budget qui va saigner les jeunes et les travailleurs, en permettant aux riches de s'enrichir davantage. Honte à cette politique de compromis bidons !

Le patronat et ses représentants du Medef, eux, ne s'embarrassent pas de ces compromis. Ils affichent fièrement leur posture combative en annonçant une grande mobilisation, si jamais le gouvernement augmentait leurs impôts. Pour eux qui se gavent de profits et touchent 270 milliards de subventions publiques, pas question de

faire des concessions, ni de faire machine arrière. Ils annoncent clairement le choix de leur camp social : faire payer toute l'addition à la classe travailleuse pour maintenir leurs profits.

Même pas besoin de descendre dans la rue, à la simple annonce de leur mécontentement, Lecornu les a reçus pour apaiser les tensions. Sans aucune hésitation, le gouvernement Macron défend les intérêts du patronat.

Alors, sans aucune hésitation non plus, n'en déplaît au PS et à ses alliés, affichons clairement la combativité du monde du travail par nos mobilisations et la généralisation de nos grèves.

JULIETTE STEIN • 15/09/2025



GRAND DÉBAT DU MEDEF. | PARIS, 28 SEPTEMBRE 2025

Le PCF offre ses conseils à la bourgeoisie

Si la Fête de l'Huma est un rendez-vous incontournable du mouvement ouvrier, le Parti communiste français (PCF) en fait aussi, depuis bien longtemps, un cadre de discussion avec la bourgeoisie et ses représentants.

Cette année, deux débats avaient par exemple lieu en parallèle le vendredi : d'un côté, Fabien Gay, sénateur PCF et directeur de l'*Humanité*, discutait avec le patron du Medef, Patrick Martin ; de l'autre, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, recevait Michel-Édouard Leclerc, président de la chaîne de supermarchés du même nom.

Dans les deux débats, le ton était cordial : remerciements, insistance sur la nécessité de dialoguer et de respecter les idées de chacun... comme s'il n'y avait pas entre la classe des travailleurs et travailleuses et celle des exploiteurs, des intérêts irréconciliables. Jamais Gay ni Roussel n'a parlé d'exploitation, de la différence entre les salaires versés par les patrons et les richesses créées par les salariés.

Du côté de Roussel et Leclerc, entre tutoiement et accolades, ce sont deux vieux amis qui bavardaient de solutions pour « leur pays ». Roussel a expliqué à Leclerc que les « charges » ce ne sont pas les cotisations sociales, mais les intérêts bancaires, les assurances et le prix de l'électricité que les pauvres patrons doivent payer...

Fabien Gay, lui, s'est contenté de critiquer « une partie du patronat » qui veut abuser des aides et demander trop de sacrifices aux salariés, prétendant donner des conseils aux patrons pour améliorer leur compétitivité grâce aux services publics et au « modèle social français ».



Donner des conseils, c'est même ce que se propose de faire Roussel pour aider Lecornu à résister à Macron et à « redresser les comptes de la nation ».

Dans les débats et allocutions, le patron PCF a appelé au patriotisme contre l'impérialisme des États-Unis, contre l'Union européenne, contre toutes les menaces extérieures sur « notre » économie, à l'unité des « Français »... Mais surtout pas à l'unité des prolétaires de tous les pays pour renverser leurs exploiteurs !

J.-B. PELÉ • 16/09/2025

Palestine

L'escalade génocidaire pour vider Gaza de sa population

Depuis le début de la guerre menée par Israël à Gaza, « plus de 10 % des 2,2 millions d'habitants [du territoire de Gaza] ont été tués ou blessés », a reconnu l'ancien chef d'état-major de l'armée israélienne, Herzi Halevi. Il confirme ainsi les dernières estimations du nombre de victimes du massacre de masse mené par l'État d'Israël contre les Palestiniens, avec plus de 64 700 morts et de 164 000 blessés.

Quelques jours avant l'offensive de ce 16 septembre, des drones incendiaires ont ciblé les ambulances de la clinique Cheikh-Radwan et des tentes de déplacés. L'armée avait recruté par des petites annonces en ligne des conducteurs de bulldozer, pour un « travail de démolition dans la bande de Gaza » payés 6 000 shekels (1 535 euros) pour un peu moins de dix heures de travail. Soit l'équivalent d'un mois de salaire pour une journée de destruction à Gaza ! L'affaire a été révélée par le journal israélien *Haaretz*, qui précise que les contrac-tuels recrutés sont payés en fonction du nombre de maisons détruites. La « force Uriah », une brigade d'une quinzaine de bulldozer fondée en 2024 par le militant d'extrême droite Uriah Loberbom, avait déjà carte blanche pour raser tout ce qu'elle veut sur le territoire de Gaza.

Tunisie : la flottille pour Gaza attaquée une seconde fois

La Global Sumud Flotilla, composée d'une vingtaine de bateaux humanitaires, au bord desquels se trouvent des volontaires de 44 pays, a subi une seconde attaque en deux jours dans les eaux tunisiennes. Dans la nuit du 9 au 10 septembre 2025, un bateau battant pavillon britannique, l'*Alma*, a été touché par un engin explosif lancé depuis un drone. Cette attaque a provoqué un début d'incendie sur l'embarcation. Les organisateurs de la flottille ont directement accusé Israël, qui n'a ni confirmé ni nié les attaques. Le départ, initialement prévu pour le 8 septembre, a été reporté à plusieurs reprises pour des raisons logistiques et sécuritaires. Les participants ont exprimé leur détermination à poursuivre leur mission en vue de tenter de forcer le blocus, notamment naval, que l'État sioniste impose au territoire palestinien depuis 2007.

Le 11 septembre, lors d'une cérémonie célébrant le futur agrandissement d'une colonie illégale qui coupera ainsi la Cisjordanie en deux, Netanyahu avait réaffirmé son projet génocidaire : « *Il n'y aura pas d'État palestinien, cet endroit nous appartient !* » Tuer le plus de civils possibles, par les bombardements, l'absence de soins ou la famine, contraindre les survivants à fuir et faire de Gaza un champ de ruines : tout est clairement assumé par le gouvernement d'extrême droite au pouvoir en Israël, auquel ses fidèles sponsors, les États-Unis, ne mettent aucune limite. Après le bombardement de Doha, au Qatar, visant des dirigeants du Hamas ayant participé aux récentes négociations, l'administration américaine n'a pas condamné l'attaque. Le statut d'*« allié majeur »* des États-Unis que possède officiellement le Qatar semble peser bien peu face au soutien apporté par Trump à la politique de Netanyahu.

Il y a des mots, et la réalité des rapports de force. De même que l'assemblée générale de l'ONU qui doit se tenir à New York le 22 septembre prochain, et lors de laquelle Macron s'est engagé à reconnaître (enfin !) l'État palestinien, consacrera surtout l'inutilité des grandes déclarations. L'impéria-

Après une nuit de bombardements intenses sur la ville de Gaza, dont le ministre israélien de la Défense se félicitait en déclarant « *Gaza brûle* », l'armée israélienne a lancé mardi 16 septembre, chars en tête, une intervention terrestre massive dans la ville, déjà largement en ruine. L'armée israélienne vise désormais la destruction des dernières tours d'habitation encore debout, sommant tous les habitants de partir. Vider complètement la ville, tel semble être désormais le but. Le bilan de nouveaux morts qui s'annonce a même soulevé l'indignation du haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, appelant, en vain, le 16 septembre à midi à la fin du « carnage » et parlant désormais lui aussi de « génocide ». Pendant que Trump, en début d'après-midi, désignait le Hamas comme responsable du massacre, à force d'utiliser la population civile comme « bouclier humain ». Ce même mardi l'aviation israélienne bombardait le port d'Hodeida, au Yémen.

lisme américain, par la voix de Trump, comme par celle de Biden avant lui, soutient l'escalade guerrière de Netanyahu, car l'État d'Israël est son bras armé dans la région.

Seule la mobilisation des travailleurs et des peuples à travers le monde entier peut avoir un impact. Les dockers l'ont montré à plusieurs reprises, dernièrement à Gênes. La population israélienne pourrait bien elle aussi continuer à se mobiliser, pour la libération des otages encore en vie, dont les bombardements de Doha ont enterré tout espoir de libération prochaine, mais aussi contre la guerre sans fin que Netanyahu lui donne comme seule perspective.

LYDIE GRIMAL • 14/09/2025



Palestine vivra, Palestine Vuelta

Le tour d'Espagne (surnommé la « Vuelta ») s'est terminé sur le parking d'un hôtel. C'est là qu'a été sacré Jonas Vingegaard, le vainqueur de la course, après que la dernière étape a été neutralisée à 56 kilomètres de l'arrivée, du fait d'une manifestation pro-Palestine dans les rues de Madrid. Un final à l'image de cette Vuelta que les militants ont quotidiennement investie pour faire entendre leur solidarité avec le peuple palestinien, allant jusqu'à interrompre, outre l'étape de Madrid, celle de Bilbao.

Plus inspiré sur un vélo que devant un micro, Vingegaard s'est plaint du « *vol de ce moment d'éternité* ». La solidarité avec le peuple palestinien vaut pourtant bien plus que tous les classements généraux, surtout quand parmi les équipes en lice, il y a Israël Premier Tech, financée par le milliardaire israélo-canadien Sylvan Adams, un ardent soutien du génocide en cours.

Sanchez, Premier ministre socialiste, a exprimé son soutien aux manifestations. Ses flics ont pourtant davantage chargé les protestataires qu'ils ne les ont applaudis. Et en dépit de ses déclarations, le gouvernement espagnol continue de soutenir indirectement l'effort de guerre israélien en achetant des armes à l'État sioniste. Bref, en politique comme en vélo, on peut bluffer mais c'est rarement payant.

BOEING : ET 1, ET 2, ET 3 REFUS DES GRÉVISTES !

Après avoir refusé un premier, puis un second accord d'entreprise, ce sont quelque 3 200 ouvriers de la branche armement de Boeing, dans le Missouri et l'Illinois, qui ont déclenché une grève le 4 août pour imposer de réelles améliorations de salaire et de conditions de vie. Si l'entreprise a d'abord minimisé le poids de la grève, puis commencé à embaucher des travailleurs pour remplacer les grévistes, elle est revenue vers l'IAM, le syndicat à la tête du mouvement, avec une troisième proposition. Elle, qui prétendait que sa seconde offre serait la dernière, la voilà qui cède un peu aux grévistes. Mais ces derniers ne sont pas dupes : la nouvelle offre ne propose pas grand-chose de plus que la précédente, elle-même à peine meilleure que la première. Les travailleurs l'ont rejetée et la grève continue.

M.W. • 15/09/2025

Ukraine

Escalade militaire aux portes de l'Europe : les impérialistes parlent de paix en vendant des canons

La rencontre Trump-Poutine de la mi-août n'a pas plus ralenti la guerre que les marchandages qui l'avaient précédée, sur le dos des Ukrainiens, depuis que Trump s'était fait fort de terminer le conflit en quelques jours... Cet été, les bombardements de la Russie sur l'Ukraine se sont considérablement intensifiés.

Le 10 septembre, un nouveau cap a été franchi dans le petit bras de fer entre la Russie et les soutiens occidentaux de l'Ukraine, avec l'intrusion dans le ciel polonais de près de 25 drones, dont plusieurs ont été abattus par les défenses anti-aériennes. Les États européens accusent la Russie d'avoir volontairement violé l'espace aérien polonais. La Russie dément... mais elle a lancé quelques jours plus tard un très grand exercice militaire aux portes de la Pologne, avec force démonstrations de missiles, chars et autres avions bombardiers... Et le 13 septembre, un drone russe a cette fois survolé l'espace aérien roumain.

Ni une, ni deux, Macron, qui se rêve toujours en chef de guerre, a décidé d'envoyer trois chasseurs Rafale en Pologne. Que cela soit vraiment utile pour défendre le ciel euro-

péen, les spécialistes militaires s'interrogent. Mais la volonté de l'impérialisme français est de tenter de se repositionner dans le jeu

Derrière les discours sur la « souveraineté » et « l'inviolabilité des frontières », c'est bien toujours de gros sous qu'il est question.

international et de se poser comme leader au cas où l'impérialisme américain déciderait l'abandon définitif de la zone. Le Danemark, l'Allemagne et le Royaume-Uni, qui ne voudraient surtout pas rester sur la touche, ont eux aussi envoyé des avions et une frégate.

Trump, de son côté, a condamné cette violation de l'espace européen polonais, et s'est même déclaré prêt à prendre de nouvelles sanctions contre la Russie... à condition que les Européens arrêtent d'acheter du gaz russe. La Slovaquie et la Hongrie, en effet, continuent d'importer du pétrole russe via « l'oléoduc Droujba ». Quant aux autres pays européens, ils continuent d'acheter du pétrole venant de la « flotte fantôme » russe, qui fait livrer son pétrole dans des pays tiers

pour le réexporter ensuite dans les pays pré-tendant avoir coupé leurs liens commerciaux avec la Russie. Mais ce qui importe surtout à Trump, c'est que les pays européens achètent des ressources fossiles et des armes... aux Américains. Après avoir doublé depuis 2022 leur exportation de gaz naturel liquéfié, les États-Unis ont également renforcé leurs exportations de pétrole, qui s'élève pour 2024 à 4,1 millions de barils par jour, devant l'Arabie saoudite et la Russie. Quant à l'aide militaire, Trump a proposé aux Européens d'acheter aux États-Unis 100 milliards de dollars d'armement, pour les livrer ensuite à l'Ukraine...

Tout cela montre que, derrière les discours sur la « souveraineté » et « l'inviolabilité des frontières », c'est bien toujours de gros sous qu'il est question. D'ailleurs, on a appris que le patron du géant pétrolier américain Exxon, avait profité du sommet d'Anchorage pour entamer des négociations... avec le pétrolier russe Rosneft.

Pendant ce temps, les bombes continuent à tomber sur l'Ukraine, avec leur lot de morts et de blessés.

AURÉLIEN PÉRENNIA • 15/09/2025

Après l'Indonésie et le Népal : à qui le tour ?

Des centres commerciaux pillés, une ancienne « première dame » consumée dans sa résidence incendiée, un ministre des Finances malmené par la foule, jeté puis poursuivi dans une rivière, des fuites en hélicoptère de politiciens corrompus, dont la tête figurait sur des affiches « Recherché mort ou vif », quelques manifestants brandissant des armes automatiques, un palais présidentiel ravagé et un Parlement incendié, les images des deux jours d'émeutes de la jeunesse de Katmandou ont été d'une rare intensité.

#NEPOKIDS : CONTRE LA CORRUPTION ET LES INÉGALITÉS

Parti de protestations contre l'arrogance des gosses de riches et des politiciens, les manifestations de jeunes ont rapidement pris une coloration insurrectionnelle après l'interdiction des réseaux sociaux et la répression par balles (qui a fait 72 morts à Katmandou les 8 et 9 septembre). À l'instar de nombreuses révoltes des décennies passées, l'exemple du Népal montre que lorsque les dirigeants d'un État ordonnent de tirer sur la foule, ils ne disposent parfois que de quelques heures pour réserver l'hélicoptère par lequel ils se déguiseront en courant d'air.

Repris aux protestations indonésiennes, le drapeau de Luffy du manga *One Piece* brandi par les protestataires, tout comme leurs pancartes et les uniformes étudiants et lycéens, indiquaient la volonté de faire comme en Indonésie, où une révolte partie de la jeunesse scolarisée avait ébranlé le pouvoir

quelques jours auparavant. Les similitudes entre ces émeutes contre un monde politique gavé d'argent et la répression de la police sont frappantes. Comme se demandent nombre de jeunes d'Asie du Sud, après les révoltes de ces dernières années en Birmanie, au Sri Lanka, au Bangladesh, en Indonésie et maintenant au Népal : à qui le tour ?

LA DÉMOCRATIE : QUELLES PERSPECTIVES ?

Le lendemain de l'incendie du Parlement, l'armée, qui avait protégé le départ d'une partie du monde politique honni, a repris le contrôle des rues à l'aide de chars, de barbelés et de l'interdiction de sortir de chez soi plus de deux heures par jour. Maniant la carotte autant que le véhicule blindé, les dirigeants de l'armée ont préservé les apparences démocratiques en arrangeant l'arrivée aux affaires d'une ancienne juge de la Cour suprême : une figure anticorruption pour déta-



cher le régime.

Face à une frange de la jeunesse souhaitant des élections immédiates, la nouvelle cheffe d'État s'engage à un scrutin dans six mois (!) tout en promettant « l'égalité économique » et en visitant les manifestants blessés. Cette dernière aurait même été choisie sur les conseils d'un vote sur le serveur Discord lancé par une ONG (moins de 8 000 votes pour elle sur 150 000 inscrits sur le forum et lors d'un sondage interrompu très rapidement). Un espace démocratique pas pire qu'un autre en période de couvre-feu, mais dont les modérateurs ont trouvé moyen de restreindre les discussions sur l'emploi, sur

le système de santé ou sur la police pour les détourner vers un débouché politique à la révolte... et à l'armée. S'il connecte des individus et des groupes entre eux, et est parfois plus qu'utile pour organiser un soulèvement, un serveur peut aussi jouer le même rôle d'éteindre qu'un isoloir. Contre tous ces potentiels éteignoirs, celles et ceux qui souhaiteraient prolonger le soulèvement n'auront d'autre choix que chercher à développer des éléments de leur propre pouvoir.

CHRIS MICLOS • 15/09/2025

Grande-Bretagne : démonstration de force de l'extrême droite

Samedi 13 septembre, les rues de la capitale britannique ont vu la plus grande manifestation d'extrême droite et anti-migrants depuis des décennies. Plus de 100 000 personnes se sont rassemblées à l'appel de Tommy Robinson, créateur de la Ligue de défense anglaise (EDL), un groupuscule fascinant qui a fait de la lutte contre les migrants en général, et contre les musulmans en particulier, son cheval de bataille. Des émeutes racistes à l'été 2024 en Grande-Bretagne avaient déjà rassemblé entre 30 000 et 40 000 personnes. Mais tout aussi inquiétante que son nombre est la composition du rassemblement du 13 septembre. Car, à côté des nervis habituels, on aperçoit nombre de familles, enfants compris. Un indice que les idées nauséabondes que véhicule cette mouvance commencent à s'implanter dans une frange des couches et des familles populaires : à terme, c'est un danger mortel pour la classe ouvrière.

« GUERRE DES DRAPEAUX », ATTAQUES DES HÔTELS ET PROGRESSION DANS L'OPINION

Cette pénétration des idées d'extrême droite dans les quartiers ouvriers se reflète aussi dans ce que le média en ligne de Birmingham *The Dispatch* appelle « la guerre des drapeaux ». Depuis quelques mois, on a vu fleurir dans certains quartiers de la ville une prolifération d'*Union Jack*, le drapeau britannique, pour indiquer qu'ils sont habités par des Britanniques « de souche », qui n'ont rien à voir avec les familles issues de l'immigration. Là encore, ce phénomène inquiétant a essaimé un peu partout dans le pays, symptôme de l'actuelle poussée anti-immigrés. Des militants de l'EDL sont aussi derrière les attaques dirigées contre des lieux d'accueil de migrants qui se sont



SOURCE : FRANCE 24

multipliées depuis plus de deux mois. Elles avaient commencé en juillet, après la mise en examen d'un demandeur d'asile éthiopien accusé d'agression sexuelle après avoir tenté d'embrasser une jeune Anglaise. Aussitôt, l'hôtel Bell où il était hébergé, dans la banlieue est de Londres, a été pris pour cible plusieurs jours de suite par des hordes de voyous racistes. Le mouvement s'est par la suite étendu à de nombreuses autres villes, attisé aussi par d'autres groupes comme le Homeland Party, ouvertement suprémaciste blanc, et le Reform UK de Nigel Farage, ce dernier tentant d'apparaître comme la face respectable de l'extrême droite, à l'image du Rassemblement national en France.

Dans ce climat, il n'est pas étonnant que tous les sondages donnent l'extrême droite en tête en cas d'élections législatives : Reform UK obtiendrait 31 % des intentions de vote, 11 points devant le Parti travailliste à 20 % et les conservateurs à 17 %. Le système

électoral britannique de scrutin uninominal majoritaire à un tour permettrait dans ce cas à Farage de postuler au poste de Premier ministre.

LE PARTI TRAVAILLISTE COMPLICE

Face à cette catastrophe annoncée, le Parti travailliste, soutenu par les syndicats, loin de s'engager à fond en défense des immigrés et contre le racisme, donne au contraire des gages de lutte contre l'immigration à l'extrême droite. Le gouvernement du travailliste Keir Starmer, arrivé au pouvoir en juillet 2024, a multiplié les mesures supplémentaires pour lutter contre les migrants clandestins et durcir le système d'appel des demandeurs d'asile. Il a fait voter un financement supplémentaire de 100 millions de livres sterling (116 millions d'euros) pour lutter contre les traversées de la Manche, incluant l'embauche de 300 nouveaux agents ; il a signé un accord avec Paris pour renvoyer

en France celles et ceux qui ont réussi la traversée et il tente de passer des accords avec des pays tiers (notamment en Afrique) pour y envoyer les migrants en situation illégale. Il est allé jusqu'à interdire le réseau pro-palestinien Palestine Action, avec des poursuites judiciaires et des dizaines d'arrestations à la clé, ce qui contribue évidemment à alimenter l'ambiance raciste et à désarmer les contre-manifestants.

Cette politique n'enraye pas le flux migratoire, mais elle renforce le mythe de « l'invasion étrangère », cher à Farage et à ses complices.

UNE RIPOSTE ENCORE TROP FAIBLE

Le cas de la Grande-Bretagne n'est pas isolé. Partout en Europe, sous des gouvernements de gauche comme de droite, on assiste au même phénomène de montée de l'extrême droite, qui prend comme bouc émissaire les migrants, tout en s'alimentant de la détérioration des services sociaux, des systèmes de santé et des conditions de vie des classes laborieuses.

Face à cela, la voix de celles et ceux qui, à gauche, se battent pour lever les frontières, accueillir les migrants et contre les politiques d'austérité, reste malheureusement trop faible, comme l'a montré la contre-manifestation de Londres le même jour, qui n'a réuni que quelques milliers de manifestants à l'appel de Stand Up to Racism UK. Renforcer cette voix, en liant notamment l'accueil des migrants aux luttes ouvrières, est une des tâches urgentes qui nous attendent.

JEAN LIÉVIN • 16/09/2025

ÉTATS-UNIS : LES CROCODILES ONT LA LARME FACILE, MAIS GARE À LEURS CANINES

Martyr de la « liberté d'expression », le militant d'extrême droite américain Charlie Kirk assassiné par balles mercredi 10 septembre en pleine réunion publique dans une université de l'Utah ? Ce serait confondre cette liberté avec la promotion du racisme (il regrettait l'esclavage et la ségrégation raciale parce qu'alors, selon lui, « les Noirs commettaient moins de crimes »), de la misogynie (il qualifiait l'IVG d'« Holocauste de notre époque [a] éradiquer totalement »),



du fondamentalisme religieux (catholique, comme son ami le vice-président J.D. Vance) et d'à peu près toutes les phobies politiques de l'extrême droite américaine (« *Le grand remplacement n'est pas une théorie, c'est une réalité* » ; « *L'Europe est un continent conquis [par l'islam]* »).

Pour promouvoir son idéologie dans la jeunesse américaine, Charlie Kirk avait fondé en 2012, à l'âge de 18 ans, l'organisation *Turning Point USA*. Très vite, de puissants soutiens financiers l'ont transformé en un média influent, aux millions d'abonnés sur les réseaux sociaux. Kirk jouait la vedette dans des émissions où il prétendait débattre avec ceux qui ne partagent pas ses idées, émissions calibrées pour que sa démagogie s'épanouisse sans réelle contradiction. Il a soutenu Trump, y compris dans l'épisode de l'attaque du Capitole par ses partisans, et a contribué à sa réélection, notamment en lui gagnant des voix dans la jeunesse. Puis il l'a conseillé, y compris dans la désignation des membres du gouvernement.

Pour les partisans de Trump – et, derrière eux, toute l'extrême droite planétaire de Netanyahu à Meloni en passant par Bardella –, l'occasion est belle de se poser en victimes d'une prétendue violence politique de gauche. Et tant pis si, en juin dernier, c'est une députée démocrate du Minnesota qui était tuée chez elle avec son mari par un militant chrétien

anti-IVG qui venait de blesser par balles un autre élu démocrate et avait listé soixante-dix personnes à exécuter.

Trump compte bien s'appuyer sur le choc produit par le meurtre de Kirk pour pousser les feux contre ses opposants. « *Le moment est venu de se lancer dans une répression totale de la gauche. Tous les responsables politiques démocrates doivent être arrêtés et le Parti démocrate interdit* », a déclaré sur X Matt Forney, un journaliste fascinant. Certains s'imaginent apparemment tenir leur « incendie du Reichstag » qui avait servi de prétexte, en 1933, au parti nazi pour suspendre les libertés publiques et politiques... Déjà des universités, des journaux, des entreprises virent des salariés simplement pour avoir posté des messages rappelant le pedigree de Kirk.

Face à la menace de ce maccarthysme 2.0, courber l'échine n'est pas une solution. Seule la mobilisation des millions de femmes et d'hommes qui font fonctionner cette société peut offrir une issue, bien plus que les balles de tireurs isolés qui payent leur geste de leur vie. C'est bien ce que craint la bourgeoisie, qui serre les rangs en ce moment derrière son président.

MATHIEU PARANT • 16/09/2025

DOSSIER

LECORNU, MINISTRE DES ARMÉES ET PREMIER MINISTRE : TOUT UN PROGRAMME À COMBATTRE !

Avant sa nomination comme Premier ministre, Sébastien Lecornu fut pendant plus de cinq ans l'inamovible ministre des Armées du gouvernement, conservant le poste de mai 2022 à septembre 2025 sous Borne, Attal, Baroin comme Bayrou. Durant ces trois années, le monde a assisté, entre autres, au déclenchement de la guerre en Ukraine, au génocide à Gaza, à la réélection de Trump et à l'aggravation des tensions entre les États-Unis et la Chine. Lecornu, en bon serviteur de la bourgeoisie française, en a tiré les conséquences sur l'orientation militariste de l'État.

Le 14 octobre 2024, il était auditionné à l'Assemblée nationale. Se félicitant que la trajectoire budgétaire tracée par la loi de programmation militaire de 2024-2030 soit respectée, avec une augmentation de 3,3 milliards d'euros, il affirmait : « S'il y a x bateaux américains de moins pour sécuriser la mer du Nord, la Manche, l'Atlantique ou la Méditerranée, cela doit donc être autant de bateaux français ou européens en plus pour assurer les questions de sécurité. » Un ministre fier de déclarer, à une autre audition, combien il « aime profondément [...] nos industriels » de l'armement et qui se réjouissait d'être « un peu leur directeur export » ! Il demandait ensuite « aux Européens de se prendre en main, pas uniquement pour des questions de PIB, mais aussi de se prendre en main sur leur capacité à appliquer des plans de défense ».

La militarisation de la vie sociale à venir va percuter la vie quotidienne de la population. Lecornu le confirme : « Ce n'est pas du tout le boulot du ministère des Armées de veiller à la protection contre les cyberattaques de toutes les mairies de France et de tous les hôpitaux de France, mais ce

doit être un réflexe civil, du ressort des ministères civils. » Car il ne s'agit pas seulement d'augmenter les budgets et la capacité de production des usines d'armement, ni même d'intensifier le bourrage de crâne sur l'air des chars russes prêts à défilé sur les Champs-Élysées, encore faut-il que la société dans son ensemble soit organisée en fonction des besoins nécessités par une guerre, comme disent les militaires, « de haute intensité ».

Ce que Lecornu entend quand il parle de « la prise en main par les ministères civils du sujet de la défense » a été en partie dévoilé cet été quand *Le Canard enchaîné* a fait fuiter une note du ministère de la Santé demandant aux Agences régionales de santé de sensibiliser « la communauté soignante aux contraintes d'un temps de guerre marqué par la raréfaction des ressources et l'augmentation des besoins ».

Car si l'économie de guerre n'est pas encore mise en place à proprement parler, l'État de la bourgeoisie s'y prépare dès aujourd'hui.

MICHEL GRANDRY • 16/09/2025



Industrie de l'armement : concentration et monopoles

Aujourd'hui, l'économie de guerre ne tourne pas encore à plein régime, en tout cas pas comme on l'a vu pendant les deux guerres mondiales - quand les États avaient non seulement pratiquement la mainmise directe sur toute la production militaire, mais où toute la production était planifiée en fonction des besoins des armées -, ou même aujourd'hui en Russie ou en Ukraine. D'après l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), la Russie a consacré 149 milliards de dollars à son armée en 2024, une hausse de 38 % sur un an et un niveau deux fois supérieur à celui de 2015. Dans le reste de l'Europe, en 2024, les dépenses militaires

atteignaient 480 milliards de dollars ; au niveau mondial, elles ont atteint cette même année la somme record de 2 700 milliards de dollars, dans les seuls États-Unis, premier pays au monde en termes de dépenses militaires, 997 milliards de dollars, soit 37 % des dépenses mondiales et en Chine, à la deuxième place, environ 314 milliards de dollars.

Un phénomène marquant est celui de la reconfiguration industrielle par fusions et acquisitions. Ce mouvement est accéléré par un appétit croissant pour les activités à haute valeur ajoutée : drones armés, systèmes électroniques embarqués, cybersécurité et plateformes autonomes pilotées par intelli-

gence artificielle. Aujourd'hui, par exemple, le groupe Airbus est la première entreprise européenne de la défense et dans le « top 15 » mondial. En plus de la division militaire du groupe, Airbus Defence and Space, partenaire dans la fabrication des avions Eurofighter et du transporteur de troupe A400M, il y a Airbus Helicopters, leader mondial dans la production d'hélicoptères dont la moitié est destinée à des fins militaires. Le groupe Airbus est aussi actionnaire principal du groupe Ariane, qui a la charge de la production des lanceurs nucléaires. Et Airbus possède pour plus d'un tiers de MBDA, première entreprise européenne de fabrication de missiles.

LA FARCE DE LA « DÉFENSE DE LA PATRIE »

Politiciens de tous bords, médias et institutions ne cessent de ressasser l'antienne : « Il nous faut une armée pour nous défendre. » Mais quand l'armée française s'est-elle battue pour « défendre le sol natal » depuis 1940 (et avec le succès que l'on sait cette année-là) ? Ça ne veut certes pas dire qu'elle n'a rien eu à faire pendant tout ce temps : les guerres coloniales et contre les peuples n'ont pas manqué. L'armée française est essentiellement structurée pour ces « opérations extérieures » bien loin des frontières du pays.

L'industrie d'armement suit ce mouvement. Lorsqu'il s'agit de matériel « traditionnel », c'est l'État ou des capitalistes-vautours qui s'en chargent, et encore sans enthousiasme. C'est que le profit est trop faible pour que les capitaux privés s'y investissent volontiers : c'est un repreneur surtout connu pour dépecer les entreprises en difficulté qui a repris la Fonderie de Bretagne pour y fabriquer des obus et c'est l'État qui a remis en marche tant bien que mal après quinze ans d'arrêt la poudrerie de Bergerac, là aussi pour des obus (de la poudre de propulsion). La guerre d'Ukraine et ses tranchées constituent l'essentiel des débouchés.

Ce qui fait l'objet de toutes les attentions, ce sont les systèmes high-tech greffés sur les armes nucléaires, les porte-avions, les avions de chasse ou les missiles balistiques, etc. Et personne ne peut croire que le porte-avions nucléaire *Charles de Gaulle* est destiné à caboter tranquillement entre Marseille et Nice pour « protéger » la baie d'Antibes...

« L'armée française et l'industrie qui la porte [...] sont la projection d'un impérialisme agressif et rapace, l'impérialisme français. »

Bien sûr, il est vain de tenter de distinguer entre opérations militaires et armements « défensifs » ou « offensifs », mais il est sûr que l'armée française et l'industrie qui la porte ne sont pas taillées pour la « défense de la patrie » : elles sont la projection d'un impérialisme agressif et rapace, l'impérialisme français.

M. G. • 16/09/2025

Les profits ne sont pas en reste et coulent à flots. Dassault Aviation, connu pour son Rafale, a vu son chiffre d'affaires consolidé passer de 4,8 milliards d'euros en 2023 à 6,2 milliards en 2024 (+ 30 %) tandis que ses bénéfices avant impôts (923 millions d'euros) ont bondi de 33 % sur un an.

L'ensemble des fusions (ou tentatives de fusion) des géants du secteur et la création de gigantesques monopoles à l'échelle européenne et mondiale mettent en place les conditions d'une économie de guerre.

M. G. • 16/09/2025

Secteur en plein boom, exploitation de haut vol

L'augmentation des commandes de Rafale chez Dassault s'est accompagnée d'une augmentation de la cadence. Le recours aux heures supplémentaires est monnaie courante, y compris les incitations à travailler le samedi. Les équipes et le travail de nuit sont aussi de plus en plus fréquents. Sans parler des conditions de travail : le matériel est vieux, souvent défectueux et les nouveaux outillages sont source de défauts et donc inutilisables.

Collectivement, un calcul se fait : profits exceptionnels + nombreuses commandes = une occasion d'espérer des augmentations. Les NAO ont été une sacrée douche froide qui a produit son lot de colère mais, pour l'heure, sans qu'elle se transforme en lutte, sinon assez minoritaire.

COMMENT SE BATTRE CONTRE SON MARCHAND DE MORT ?

Si, à Dassault, les mobilisations sur les salaires sont restées timides cette année, ce n'est pas le cas partout. Thalès a notamment connu une mobilisation importante sur la question des salaires et des licenciements, avec des journées d'action hebdomadaires, en particulier une manifestation à Mérignac, près de Bordeaux, à laquelle ont participé des délégations syndicales des entreprises aéronautiques et informatiques du voisinage.

Mais le discours du patron sur les prétendues qualités supérieures du Rafale sur les avions américains est repris par une partie des travailleurs. À ce sujet, on ne peut pas dire que les syndicats soient toujours des adversaires du patriotisme d'entreprise. La CGT, par exemple, a écrit dans un tract sur le site de Dassault-Aviation à Cergy-Pontoise : « Acheter un

Rafale, c'est garder sa souveraineté », sans parler des petits Rafale qu'elle met sur ses calendriers et tracts. Il faut dire que la CGT et le Rafale, c'est une romance d'une quarantaine d'années, née au moment où le syndicat défendait la nécessité d'un avion non pas européen mais franco-français. D'une manière générale, les directions syndicales comme les politiciens de gauche ont pu multiplier les sorties souverainistes et militaristes.

Mais le militarisme ne convainc pas tous les travailleurs de l'armement. Et les besoins de l'armée ne se limitent pas aux armes. Par exemple, chez Dassault, certains avions civils sont achetés par l'armée ou par Frontex, les gardiens des frontières de l'Union européenne qui mènent la chasse aux migrants. D'ailleurs, dans un bassin industriel dominé par l'armement et quand le militarisme prend toujours plus d'ampleur, difficile pour un travailleur de ne pas être rattaché de près ou de loin à l'industrie militaire.

Alors, que revendiquer ? Bien sûr qu'il faut mettre le nez dans les affaires du patron, y compris en remettant en question ce qui est produit, pour qui et pour quel usage. Mais ça ne peut pas être un préalable à nos luttes. C'est d'ailleurs au cours des luttes qu'il sera possible de faire naître les discussions sur cet outil de production : à quoi il sert et ce que nous, nous saurions en faire si nous le prenions en main. Car ce sont bien nos luttes qui nous permettront un jour de prendre le contrôle de nos usines et de décider ce qui s'y produit... y compris les armes des travailleurs qui détruiront l'ordre bourgeois !

MARINETTE WREN • 16/09/2025



AVION EUROPÉEN : DES AILES UN PEU COURTES

L'e F-35, avion de combat américain, est révélateur du niveau d'innovation technologique indispensable pour rester dans la course. Il s'agit d'un avion de combat multirôle : il peut à la fois réaliser des missions de combat aérien et des bombardements au sol, y compris avec des armes nucléaires. Il est de dernière génération, dit « furtif ». Outre les États-Unis, seules la Chine et la Russie sont capables de produire des avions de ce type. En Europe, la France a préféré favoriser sa propre industrie, avec Dassault qui produit aujourd'hui le Rafale ; les autres pays européens, avec ce qui est aujourd'hui une branche du groupe Airbus, ont mis sur pied l'Eurofighter. Mais ni le Rafale, ni l'Eurofighter ne sont des avions de combat de cette dernière génération.

Pas plus que les autres pays européens, la France n'est en mesure de fabriquer à elle seule un avion de chasse de ce type. Lorsque les États-Unis et la Chine produisent respectivement quatorze et dix avions de dernière génération par mois, la France peine à en produire quatre d'une génération précédente. Les Européens ont bien lancé le projet d'un tel appareil, le Scaf, mais les négociations patinent et ils n'arrivent pas à se mettre d'accord entre Dassault et Airbus, ni entre les intérêts allemands et français. Les pays européens sont donc pour l'instant condamnés... à acheter américain ou à utiliser (et vendre, des Rafale à l'Inde par exemple) des engins de mort moins performants, quasi assurés de perdre dans un combat aérien face à la chasse chinoise ou même russe. Cocoricouac !

M. G. • 16/09/2025

Les armées recrutent : combattre l'embrigadement !

« Je crois que l'on doit donner à la jeunesse un nouveau cadre pour servir, selon d'autres modalités, au sein de nos armées » a annoncé Macron le 13 juillet. La Revue nationale stratégique détaille un plan qui est encore en discussion. L'objectif est de recruter 75 000 militaires d'active en plus des effectifs actuels d'ici 2030 et d'augmenter le nombre de réservistes jusqu'à en compter la moitié par rapport aux professionnels. Pour cela, la journée d'appel, dite « du citoyen », comportera plus de « militarité » (comme disent les galonnés) et le service militaire volontaire serait élargi rapidement pour passer de 1 000 jeunes par an aujourd'hui à 50 000.

D'autres pays d'Europe ont choisi de maintenir, voire de rétablir, le service militaire, comme la Suède, qui sélectionne sur des critères d'aptitude - un service obligatoire mais restreint qui recrute 8 000 jeunes sur 110 000 chaque année.

En 2017, Macron avait le projet de rétablir un service militaire obligatoire d'un mois. Faute de moyens et face à l'opposition des généraux qui n'avaient aucune envie d'encadrer ce qu'ils considéraient comme un genre de colonie de vacances, le gouvernement a mis en place le service national universel (SNU) en 2019 : un stage d'endoctrinement patriotique au volontariat.

Il est clair que le SNU est un échec. Il a été contesté par des jeunes dans la rue, mais aussi par des collectifs d'enseignants et de travailleurs sociaux. Il n'a eu aucun effet sur le recrute-

ment des armées. Et il n'a presque pas touché la population qu'il ciblait, à savoir les enfants des travailleurs les plus précaires qui n'ont en majorité aucun avenir dans la machine à tri social qu'est le système scolaire. Un tiers des volontaires du SNU étaient des enfants de militaires ou de policiers, qui ne représentent pourtant que 2 % de la population (et c'est déjà trop !).

La bourgeoisie et ses états-majors hésitent pour la suite : faut-il aller vers le rétablissement d'un service militaire massif, seul à même de pouvoir activer en cas de besoin une conscription de millions d'individus ? Ou bien renforcer une armée professionnelle qualifiée, avec des effectifs plus faibles, mais apte à se projeter pour faire le sale boulot des opérations extérieures de l'impérialisme français ?

Dans tous les cas, le recrutement dans les armées prend la forme d'une conscription sociale. C'est faute de perspective d'une formation et d'un emploi stable que la jeunesse la plus pauvre s'engage dans l'armée. Ce phénomène est amené à prendre de l'ampleur et les révolutionnaires doivent réfléchir aux moyens d'affirmer leurs positions antimilitaristes contre cet embrigadement, tout en se tenant aux côtés de la fraction de la classe ouvrière qui s'engage, pour mener une agitation antimilitariste, y compris sous les drapeaux.

R. P. • 16/09/2025



Le 18 et après : s'organiser pour généraliser les grèves

Après avoir prédit un flop, même Retailleau a dû reconnaître que le 10 septembre a été un succès. Entre 200 et 400 000 manifestants, parmi eux énormément de jeunes. Et un nombre encore plus important de grévistes dans différents secteurs. En minorité à l'Assemblée, le camp présidentiel est déjà forcé de manœuvrer face à cette contestation partie de la base. De quoi encourager à poursuivre le 18 et après – mais comment ?

LES DIRECTIONS SYNDICALES TENTENT DE REPRENDRE LA MAIN

Les confédérations ont plus que fait la moue face à l'appel au 10 septembre. CFDT et FO l'ont combattu en prétextant la récupération de l'extrême droite. La CGT a mollement accompagné, de peur d'être débarquée – mais sans même proposer une manifestation à Paris et à Lyon ! Toutes ont appelé au 18 comme contre-feu au 10. Les directions syndicales

vivent de la collaboration de classe, sont jalouses de leur monopole de la représentation des travailleurs et craignent les mobilisations à la base.

Les objectifs que les bureaucraties donnent à la grève sont plus que timorés : elles affirment que « les efforts doivent être partagés » (CFDT) ou demandent à l'exécutif de « s'engager à ne plus passer en force » en ajoutant que « les mots de justice sociale ne

doivent plus être un tabou » (CGT). Quand émergent des revendications, elles sont minimales (retour de l'âge de départ à 62 ans) ou biaisées (« organisation d'Assises de l'industrie pour relocaliser l'économie », CGT). Pire, elles sont adressées sous forme de supplique à Lecornu, que Sophie Binet comme Marylise Léon ont accepté de rencontrer.

Faire la grève le 18 septembre et après, ce n'est pas répondre à leur appel mais amplifier le mouvement entamé le 10 septembre !

Il n'y a aucune fatalité à ce que le mouvement soit dominé par ces directions hypnotisées par le prétendu dialogue social. Nous sommes des centaines de milliers, et peut-être des millions, à nous apprêter à entrer

en grève et à manifester pour dire stop aux économies sur notre dos et stop à l'offensive patronale. Oui, on veut vivre et pas survivre, et pour ça : système dégagé !

Ni les partis de l'Assemblée, ni les directions syndicales ne nous mèneront à la victoire. Syndiqués et non syndiqués, organisons-nous à la base, en assemblées générales (AG), en comités de grève et comités de lutte élus et révocables, coordonnons nos efforts en AG interpros pour prendre en main le mouvement et décider des suites !

RAPHAËL PRESTON • 16/09/2025

« En haut des couilles en or, en bas des nouilles encore... y'en a marre ! »



VIRE (14), BLOCAGE DE LA PORTE HORLOGE AVEC LE RENFORT D'AGRICULTEURS DE LA RÉGION

Une belle journée de blocages, grèves et manifestations, ce 10 septembre 2025. Qui a excité la verve populaire ! Nous consacrons quatre pages de notre journal aux grèves qui ont eu lieu dans le privé comme dans le public, parce que la grève reste pour les travailleurs le meilleur moyen de bloquer les profits de leurs exploiteurs, mais la journée a aussi été marquée par une floraison de rassemblements, manifestations, actions créatives qui sont nées elles-mêmes de centaines de rassemblements antérieurs, depuis août, sur des places ou lieux de travail ! Nos camarades en relatent un bon nombre sur notre site, auxquels nous renvoyons nos lecteurs et lectrices.

L'avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt pour travailler, mais aussi pour bloquer ! Dès 4 heures du matin à Caen près de deux échangeurs du périphérique. Dès 5 heures du matin à Rouen, à ce célèbre rond-point des Vaches – carrefour logistique et stratégique de la lutte de classe, depuis la grève de 1995, et jamais abandonné par les Gilets jaunes de-

puis 2018. Au petit matin aussi sur les piquets des conducteurs de bus parisiens. À l'aube idem, à la porte de bahuts où les lycéens se avaient attendus par des flics mobilisés contre eux par Retailleau ! Un pouvoir qui craint à ce point la jeunesse est mal parti. Et la répression énerve plutôt qu'elle décourage.

À Saint-Malo, ça tombait mal pour les principaux patrons de la région qui, sous l'égide du Medef et de notables locaux, avaient rendez-vous pour un forum économique. Pourtant jour de tempête ! Sous protection policière, ils ont dû franchir des haies de manifestants, ouvriers et lycéens, qui scandaient : « C'est qui les assistés ? C'est qui les parasites ? Les actionnaires ! »

Dans l'après-midi, c'est par milliers voire dizaines de milliers que les centres-villes (de Rouen, Nantes, Rennes, Lyon, Bordeaux, Lille, Grenoble...) se sont remplis de manifestants en colère. Le soir, par milliers encore à des rendez-vous et rassemblements ! Énormément de jeunes (comme en témoigne spécialement notre page 16).

En ce 10 septembre, toutes les cases ont été cochées (grèves, manifestations, blocages), d'une mobilisation dont aucune des grandes structures politiques et syndicales nationales n'avait lancé le signal. De quoi donner confiance pour la suite. De quoi être plus nombreux le 18 septembre, en le préparant déjà par des initiatives et assemblées, dans des universités ou des hôpitaux. De quoi s'organiser – précisément à la base d'où l'élan est parti et où de multiples formes d'organisation démocratique doivent s'inventer, pour une même rage contre Macron, les riches et les patrons.

MICHELLE VERDIER • 16/09/2025

Retrouvez l'article complet sur notre site



À VALENCIENNES, UNE MANIFESTATION JEUNE ET OUVRIÈRE

Le 10 septembre à Valenciennes, la manifestation appelée par les unions locales CGT de la région a réuni entre 1000 et 1500 personnes. C'est la plus grosse manifestation depuis celles de 2023 contre la réforme des retraites. Dans le cortège, des groupes de jeunes ont confectionné leurs pancartes : « En haut des couilles en or, en bas des nouilles encore... y'en a marre ! »

En plus des ouvriers de l'usine Toyota qui défilent à une trentaine, on croise des groupes de travailleurs d'Alstom, de la SNCF, de l'hôpital, de la chimie, de l'agro-alimentaire et du nettoyage. Certains sont venus seuls comme cet ouvrier en tenue qui bosse

CORRESPONDANT • 16/09/2025

Au cœur des attaques, la santé se mobilise

Près de 8 % des hospitaliers étaient en grève, mercredi 10 septembre. Soit des dizaines de milliers de grévistes, bravant les obstacles mis par les directions d'hôpitaux à celles et ceux qui veulent faire grève. Si la suppression annoncée des deux jours fériés attise la colère, c'est la nouvelle cure d'austérité dans la santé qui révolte bien des soignants : 5 milliards d'économies supplémentaires, c'est encore plus de sous-effectif, encore moins de matériel, encore plus d'épuisement... et des soins au rabais pour toutes et tous.

À LYON, MOBILISÉS CONTRE LE BUDGET ET LES SUPPRESSIONS DE POSTES

Aux Hospices civils de Lyon (HCL), plusieurs rassemblements ont rythmé la journée. Devant l'hôpital Lyon-Sud, une cinquantaine de personnes étaient présentes pour protester contre les politiques antisociales que les travailleurs de la santé paient au quotidien. Les regards étaient aussi tournés vers le service de dermatologie en grève ce jour-là contre le sous-effectif chronique. À l'autre bout de la ville, encore plus de monde devant l'hôpital Édouard-Herriot : une centaine d'hospitaliers et non hospitaliers, venus à l'appel de l'AG de l'hôpital. On y dénonce les attaques contre l'hôpital public et la santé, mais aussi l'hypocrisie des gouvernements successifs qui financent les dépenses militaires et encouragent la marche à la guerre. Plusieurs voix ont rappelé l'importance de lutter pour le peuple palestinien et contre le génocide en cours. Tandis que d'autres ont dénoncé le projet de suppression d'une cinquantaine de postes d'infirmières à l'hôpital psychiatrique de Bron (69), le Vinatier - triste symbole de la politique pro-patronale de l'État qui arrose de subventions les entreprises privées et délaisse la santé physique comme mentale. Un rassemblement réussi a eu lieu le lendemain pour protester contre ces suppressions. Et pour le 18, un rassemblement s'annonce pour regrouper tous les hôpitaux devant l'hôpital Édouard-Herriot.

À L'AP-HP : « PAS D'ÉCONOMIES SUR NOS VIES ! »

À Paris, plus de vingt rassemblements ont eu lieu devant des hôpitaux. À l'appel d'assemblées générales qui avaient voté la grève pour le 10, ces rendez-vous ont parfois regroupé plusieurs centaines de personnes, et servi de point de ralliement à d'autres grévistes isolés ou étudiants venus soutenir. Au cœur des discussions, les mesures du gouvernement, mais aussi les conditions de travail déplorables du quotidien. La suppression de deux jours fériés, en particulier, fait bondir. Et pour cause, les directions doivent déjà des millions d'heures non payées aux soignants, qui ne peuvent même pas prendre leurs congés ou pas assez, sont rappelés sur leurs repos ou contraints de rester après leur garde à cause du sous-effectif organisé. Sans compter les mobilités forcées, les plannings bouleversés, les accidents

de travail non reconnus et les salaires de misère... Mais c'est aussi la guerre qui revient dans les discussions : celle dont est complice la France en Palestine et celle à laquelle on veut nous préparer. Une note envoyée fin juillet aux agences régionales de santé (ARS) a fait bondir, qui prépare la réquisition des hôpitaux pour un potentiel « conflit majeur ». Passé la sidération, c'est l'éccurement qui s'installe : pareille débauche de moyens pour l'armée alors que la santé manque cruellement de tout... Une banderole résume : « Du fric pour l'hôpital, pas pour les rafales ».

À LA PITIÉ-SALPÊTRIÈRE, ORGANISER LA LUTTE

Réunies dans une première AG le 10 septembre, les quelques dizaines de grévistes de l'hôpital parisien ont discuté des raisons de leur mobilisation, avant de rejoindre d'autres travailleurs du quartier, comme les cheminots de la gare d'Austerlitz. Un début qui a donné de l'élan pour la suite : lundi 15, nouveau rassemblement devant la Pitié, avec plus d'une centaine de personnes - hospitaliers mobilisés, travailleurs du quartier, étudiants... - un soutien qui fait chaud au cœur, dans un secteur où il est bien difficile de rendre les grèves visibles. Reste à renforcer la mobilisation pour la suite : jeudi 18 septembre, celles et ceux de la Pitié se retrouveront le matin en AG pour rejoindre ensuite un rassemblement de tous les hospitaliers parisiens devant le siège de l'AP-HP : de quoi faire entendre la colère face à la direction, avant de rallier les autres secteurs en grève à la manifestation parisienne !

ACCÈS AUX SOINS : MENACES À RÉPÉTITION

La chute de Bayrou n'a pas balayé ses attaques. Porteuses d'une accélération brutale de la dégradation de l'accès aux soins, elles restent sur la table dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécu pour 2026. En plus d'annoncer l'arrêt du remboursement intégral des affections longue durée (ALD) ou l'allongement du délai de carence pour les arrêts maladie, Bayrou avait passé en force, par décrets, deux jours avant son départ, le doublement des franchises médicales (plafond annuel passant de 50 à 100 euros), se traduisant par une hausse du reste à charge passant de 1 à 2 euros par boîte de médicament ou de 8 à 16 euros pour un transport sanitaire par exemple... Ces mesures sont suspendues, pour l'heure, du fait de son départ. Mais aucun doute parmi les hospitaliers, le prochain fera pareil : on annonce déjà pour 2026 un budget des hôpitaux famélique, plafonnant à 2 % d'augmentation, alors que les seuls besoins démographiques nécessitent au moins 5 %. Et ce n'est pas l'annonce grossière de Lecornu de créer 5 000 maisons « France Santé » - à moyens égaux, comme d'habitude, donc en dépouillant ailleurs - qui fera passer la pilule.

CORRESPONDANTS • 16/09/2025

THERMO FISHER (BOURGOIN-JALLIEU) : LE MÉDICAMENT, C'EST LA GRÈVE !



Dans cette usine pharmaceutique de Bourgoin-Jallieu, qui compte environ 600 travailleurs dont près d'une centaine dans le collège ouvrier, le 10 septembre a été l'occasion de se battre contre les attaques antisociales au niveau national, mais aussi de porter les revendications ouvrières dans l'entreprise. Les deux sont de toute façon liées, car pendant que la direction de Thermo Fisher bloque les salaires, le patronat tout entier lui fait écho en cherchant des moyens de ne pas concéder d'augmentation (rachat de la cinquième semaine de congés payés, baisse des cotisations patronales...).

À 10 heures sur le piquet, on comptait une grosse vingtaine de grévistes, mais un nombre plus large de travailleurs marquant d'un signe ou d'une discussion leur soutien au mouvement... en attendant de se jeter dans la bataille lors de la prochaine date du 18 ? En tout cas, le 10, les grévistes de Thermo Fisher ont reçu la visite d'autres salariés, dont des électriques de la centrale nucléaire du Bugey. En parallèle, d'autres rassemblements ont eu lieu devant des sites en grève, à Carrefour L'Isle-d'Abeau, devant l'établissement de santé mentale des Portes de l'Isère ou encore au centre éducatif Camille Veyron. Bref, dans le Nord-Isère, des équipes militantes, certes encore minoritaires mais très actives, se sont emparées du 10 septembre pour se faire entendre. Et elles ont été remarquées !

Retrouvez ici l'interview des grévistes



À Grenoble, les mobilisations de salariés du travail social et médico-social font l'actu !

Dès le mardi 9, 200 accompagnants éducatifs, éducs spé et moniteurs éducs étaient en grève et réunis devant le siège de l'Afiph (Association familiale de l'Isère pour personnes handicapées). Avec 2300 salariés et 80 établissements et services dans le champ du handicap, cette association créée en 1961 est l'un des principaux employeurs du département. Son directeur est par ailleurs représentant du syndicat patronal du social. Depuis plusieurs années, il tente de s'attaquer aux congés trimestriels (18 jours par an) inscrits dans un accord d'entreprise depuis 1999. Face à la mobilisation, l'accord a toutefois dû être prorogé d'un an, pour la troisième année consécutive.

Forts de cette petite victoire, les salariés du social ont pu s'emparer de la date du 10 septembre. Plusieurs d'entre elles et eux ont rallié le rendez-vous donné par les étudiantes d'Océ-

lia, l'école en travail social... dont la direction avait, la veille, tenté d'intimider les élèves qui souhaitaient pouvoir se réunir dans l'école et s'absenter de cours pour participer à la manif. En 2023, la même école avait vu la majorité de ses étudiantes se réunir en assemblées générales et affronter leur direction durant plusieurs mois, jusqu'à arracher ce droit de se réunir et d'aller manifester, mais aussi des moyens supplémentaires pour assurer l'accompagnement dans la recherche de stage et assurer un service de restauration au tarif du Crous.

La direction est revenue sur l'ensemble de ces mesures mais garde en travers de la gorge le fait d'avoir dû céder face à la mobilisation étudiante. Un côté revanchard qui n'est pas spécifique aux écoles puisque la même semaine, vendredi 12, deux syndicalistes de l'Apajh (autre association dans le champ

du handicap) étaient convoqués à des entretiens préalables au licenciement pour avoir alerté sur un danger grave et imminent dans l'un des services.

C'est toute cette situation, une certaine combativité qui se heurte à un patronat prompt à réprimer, que les grévistes du secteur ont pu discuter en assemblée générale le matin du 10 septembre. Un temps précieux pour rompre l'isolement des petites « assos » ou structures de travail, et aussi pour organiser une délégation chargée de s'adresser aux manifestants du 10 septembre : une prise de parole a eu lieu à l'assemblée générale qui a réuni plusieurs milliers de personnes en fin de journée.

CORRESPONDANTS • 16/09/2025



Grève massive aux TCL le 8 septembre !

Le 8 septembre, les travailleurs des transports en commun lyonnais (TCL) ont massivement fait grève. Le réseau a été divisé il y a neuf mois par le Sytral, l'autorité organisatrice, entre le bus et le mode lourd (tramways, funiculaires, métros). Les salariés répondent en s'unissant dans la lutte collective pour obtenir 7 % d'augmentation, soit environ 150 euros ! Nous avons interviewé Denis Raga, conducteur de tramway.



● Comment s'est préparé cette grève du 8 septembre ?

Les bus étaient déjà en grève le 23 juin, juste après leurs NAO [négociations annuelles obligatoires, ndlr]. Comme ils n'ont rien obtenu ce jour-là, ils ont décidé de reconduire le 8 septembre, pour la rentrée universitaire.

Côté mode lourd, on attendait le résultat de nos NAO, qui n'a pas été satisfaisant. Alors pour réunir tout le monde, on a décidé de participer au 8, avec le bus, pour faire une grève générale. Tout le monde était d'accord avec ça. Et tout au long de l'été, la date a été préparée, avec des tracts diffusés sur les dépôts.

● Quelles étaient les revendications ?

Les mêmes que tout le monde ! Il y a des cahiers syndicaux assez complets, mais là, la vraie revendication c'était le salaire suivi des conditions de travail. Mais surtout le salaire. Les salaires ne suivent plus l'inflation depuis des années.

● Comment s'est passée la journée du 8 septembre ?

C'était une mobilisation assez exemplaire : sur sept lignes de tram, cinq ne circulaient pas du tout et deux étaient en service réduit. Au bus, il y avait un peu plus de 1000 grévistes.

On s'était tous donné rendez-vous à 9 heures devant le B12, le siège du Sy-

tral. La date émanait du bus et le B12 est le siège de l'autorité qui a décidé de nous diviser et de faire des contrats au rabais. C'était donc assez judicieux de se retrouver là-bas tous ensemble. Les syndicats avaient installé du matériel de sonorisation et malgré la pluie, entre 200 et 250 conducteurs ont pu échanger sur la suite de la grève.

● Quelles suites ?

Il y a un appel à faire grève le 18 et il y aura une nouvelle assemblée générale. On sera sans doute moins nombreux que le 8, mais on se comptera, on verra qui peut combattre plus qu'un jour par mois. On prépare les prochaines luttes !

Retrouvez ici notre vidéo sur la grève



La fédération transports de la CGT, ou la ligne brisée

Attention torticolis en vue ! La fédération transports de la CGT nous a offert une brillante cascade dans la préparation du 10 septembre. On ne parle pas du débat organisé à la fête de l'Humanité où son secrétaire général devisait en élégante compagnie (avec Mallet, le président de Transdev, avec Beaune, ex-ministre de Macron ou Bernard, dirigeant du Sytral et responsable de l'allotissement du réseau lyonnais) pour savoir si le financement du transport était à bout de souffle... en tout cas il ne fallait pas en manquer (de souffle) pour imaginer trouver dans le dialogue avec une telle brochette des solutions aux problèmes des travailleurs du transport !

Non, c'est en prenant une position plus tranchée que la fédération s'est illustrée... Alors que bien des syndicats préparaient la rentrée, notamment en appelant logiquement à la grève pour le 10 septembre, le mensuel fédéral, *La Ligne* (bien nommé !), nous assénait sur deux pages un article intitulé : « 10 septembre : pourquoi la fédération CGT des transports ne s'y associe pas ». On pouvait y lire que seul « un ancrage revendicatif clair » inséré dans la montée en « puissance progressive » « d'assemblées générales » diri-

gées par la CGT (cela va sans dire !) pourrait contrarier la « dilution de nos efforts ». Un flâner quasiment astrologique pour se démarquer du 10 septembre, initiative qui avait devancé la tactique ciselée de la CGT...

Mais la confédération décidait les 25 et 26 août, lors d'une CCN (direction au sommet) de finalement appeler (du bout des lèvres certes) au 10 septembre... Ni une ni deux, une note parvenait aux bases syndicales : dans la foulée de « la ligne » pour... la redresser ! On découvrait que, finalement, les syndicats devaient désormais « s'emparer du 10 septembre et ne pas freiner les initiatives de mobilisations décidées collectivement à l'occasion de l'appel à l'action du 10 septembre ». S'emparer, mais aussi ne pas freiner ! Les voix de la bureaucratie sont décidément impénétrables...

L'anticipation est une qualité indispensable à la conduite de véhicules lourds, mais attention, à trop vouloir anticiper, on fait parfois de mauvaises prévisions de trajectoire !

CORRESPONDANT • 16/09/2025

SECTEUR DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Malgré le quasi-lockout de leurs bureaux par une direction que le mot d'ordre « Bloquons tout » a conduit à décréter préventivement le télétravail pour la journée, la grève était bien visible, mercredi 10 septembre, au siège de l'agence française de coopération internationale (Expertise France). Un piquet de grève et une assemblée générale ont rassemblé une centaine de salariés de différentes organisations de ce secteur - devenu un terrain de chasse pour la droite et l'extrême droite racistes qui dénoncent une aide à des pays pauvres, pourtant bien maigre et non dénuée d'arrière-pensées politiciennes.

Bayrou avait décidé à bas bruit un coup de rabot de deux milliards d'euros dans cette aide française au développement. Si elle ne représente dans les faits que 1 % du budget de l'État, la coupe budgétaire annoncée a des effets dévastateurs : gel des recrutements, non-renouvellement des contrats courts, plans dits de « sauvegarde de l'emploi », toutes les modalités sont déployées pour réduire les effectifs, dans les établissements publics et plus encore dans le secteur associatif de la solidarité internationale... et ses bénéficiaires.

Le mouvement « Bloquons tout » a réveillé un secteur traditionnellement endormi. Le 10 septembre a fourni la première date de convergence de salariés en colère. Pari réussi : le site déserté a été investi par les grévistes,

salariés du site et leurs invités des organisations sœurs du secteur, réunis à plus d'une centaine en assemblée générale, qui a décidé d'inscrire la mobilisation dans la durée et dans le mouvement d'ensemble. Le 18, nous serons à nouveau en grève... et après on continue !

Certes, l'aide publique au développement est un outil d'influence pour les pays riches donateurs, qui retirent de l'assistance bien maigre qu'ils portent aux pays les plus pauvres un avantage politique et économique non négligeable. Mais pas de raison que celles et ceux qui y travaillent et ne sont pas dupes des fondements de cette prétendue aide paient les pots cassés. En tout cas la crainte d'un démantèlement brutal du secteur a fait converger les salariés dans une saine mobilisation commune !

CORRESPONDANTE • 16/09/2025

Comité d'action Renault Lardy



Dès le matin du 10 septembre, une quinzaine de salariés du Centre technique Renault Lardy étaient sur le rond-point à l'entrée du site, aidés de quelques soutiens, pour tracter et appeler au débrayage de fin de matinée et à la manifestation à Évry. Accueil chaleureux dans l'ensemble : de nombreuses voitures ralentissaient en anticipation, voire s'arrêtaient quelques instants pour discuter.

À 10 heures, une cinquantaine de salariés en grève – rejoints par quelques soutiens extérieurs ou grévistes d'autres secteurs – étaient réunis en AG. Un chiffre modeste – le mercredi est jour de télétravail pour beaucoup de salariés au statut d'ingénieur – mais avec de nouvelles têtes : de la sous-traitance et même d'entreprises extérieures qui travaillent sur le site. Et avec de vives discussions sur les suites : la majorité des grévistes s'est inscrite pour rejoindre le « comité d'action Renault Lardy », qui s'est réuni dès le lendemain sur la pause de midi, et pour le car allant à la manifestation parisienne du 18

septembre.

Il y a du pain sur la planche : outre l'opposition au gouvernement et à sa politique patronale, c'est le combat pour le futur des salariés. Depuis 2016, les effectifs ont fondu de plus de la moitié, les plans de départs dits « volontaires » se succèdent, des bâtiments ferment, des salariés qui n'ont pas été formés sur l'électrique restent à la maison faute de boulot, parfois pendant des mois. Tandis que tombe l'annonce que Luca De Meo, le Pdg, passe dans l'industrie du luxe à Kering (chez son ami milliardaire François Pinault) pour y sabrer des emplois et s'y remplir lui-même les poches à millions... Alors, comme il a été dit à la fin de l'AG : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! »

CORRESPONDANTS • 16/09/2025

ATELIERS SNCF DE ROUEN : LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES AU CŒUR !

Aux ateliers SNCF de Rouen Quatre-Mares, la grève a été suivie très largement, à 40 %, et la production a été ralenti pendant toute la journée. Des parties de l'atelier étaient vides et une dizaine de grévistes, syndiqués ou non, se sont retrouvés au blocage du rond-point des Vaches dès 5 heures du matin. Entourés de plusieurs centaines d'autres, salariés d'entreprises du secteur, Gilets jaunes, étudiants et retraités.

Les revendications étaient nombreuses : contre les salaires trop bas, les politiques antisociales du gouvernement et les conditions dans l'atelier qui se dégradent dans tous les

services. Les cadences ne cessent d'augmenter, les intérimaires sont jetés au lieu d'être embauchés après des mois de boulot comme les autres, l'organisation du travail est toujours plus aliénante. Les raisons de se mobiliser ne manquent pas. Sur le rond-point, beaucoup font les mêmes constats et les discussions se font entre cheminots d'autres sites mais aussi avec d'autres bloqueurs.

CORRESPONDANT • 16/09/2025

Valeo Mondeville (14) : eh oui, la grève ça bloque !

L'équipementier automobile Valeo veut vendre son site de Mondeville (Calvados) au groupe chinois Sinopec. « Une belle aventure ! », selon la direction. « On n'est pas des aventuriers ! », ont répondu les salariés. Du 8 au 11 septembre, une moitié des 197 CDI ont fait grève pour exiger des garanties sur l'emploi, la paye et les conditions de travail. Ils ont fait chuter la production de 80 %. Surtout, des stocks de produits finis, des capteurs TMAP de température et de pression pour moteurs thermiques sont restés bloqués dans l'usine par un piquet de grève empêchant les entrées et sorties de camions. Ces composants vitaux pour les constructeurs automobiles commençaient à manquer dans les usines d'assemblage clientes.

La direction locale a tenté de monter les non grévistes contre les grévistes, en insinuant que la prime de cession de 2 000 euros (conditionnée à zéro arrêt maladie, absence personnelle, etc., donc déjà hypothétique) ne serait pas versée si la grève continuait. Puis, comme les grévistes revendiquaient que Valeo passe vraiment à la caisse et accorde une prime de 35 000 euros à chacun et cha-

cune, elle a revu ses calculs : elle augmentait le montant de la prime pour les CDI jusqu'à... 2 500 euros, puisqu'elle en excluait les 50 intérimaires ! Écœurement des CDI non grévistes qui ont aussitôt perçu qu'on voulait les opposer aux intérimaires en leur jetant des pièces jaunes. Pareil chez les intérimaires, restés hors de la grève, mais dont certains disaient : « Ma mission se termine, mais tant que le directeur actuel reste, je ne remettrai pas les pieds ici. »

Mercredi 10 septembre, nouveau coup de pression de Valeo : huit agents de sécurité font leur apparition, officiellement pour protéger l'usine contre les « casseurs », comprenez le mouvement « Bloquons tout ». Cela ne suffisant pas à casser le mouvement qui se renforçait plutôt, la justice est venue au secours du patronat. Sous peine d'une amende de 1 000 euros par heure et par gréviste, elle les a condamnés à lever le piquet. Cette première bataille en appelle d'autres, pas juste site par site, mais tous et toutes ensemble.

CORRESPONDANT • 16/09/2025



LA POSTE : S'ORGANISER AU-DELÀ DES FRONTIÈRES GÉOGRAPHIQUES ET SYNDICALES

ors du rassemblement des grévistes de La Poste devant la direction Île-de-France le 10 septembre, une question a été posée explicitement : comment répondre du mieux possible à l'offensive patronale. Depuis plusieurs décennies, la majeure partie des conflits à La Poste sont menés métier par métier, centre par centre, souvent en réponse aux restructurations menées de manière échelonnée par la direction pour éviter une réponse simultanée.

À l'inverse, la cinquantaine de collègues présents des Yvelines, des Hauts-de-Seine, de Seine-et-Marne et de plusieurs bureaux parisiens ont discuté d'un principe

simple : peu importe le bureau, peu importe le syndicat, il faudrait s'organiser pour répondre de manière concertée, en intervenant de manière commune au-delà des frontières entre départements et structures syndicales. C'est la mobilisation concertée d'un maximum de centres postaux qui peut changer le rapport de force, et la période actuelle est propice pour avancer cette perspective.

CORRESPONDANT • 16/09/2025

Élections municipales à Düsseldorf : les idées révolutionnaires en campagne !



Àvec trois étudiant.e.s et une jeune enseignante, nos camarades du RSO (Organisation socialiste révolutionnaire) en Allemagne se sont présentés aux élections municipales à Düsseldorf, sous le slogan « Pour un monde sans frontières, sans guerre et sans exploitation ».

Le 14 septembre, plus de 13 millions de personnes étaient appelées aux urnes dans toute la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, à l'exception des étrangers qui n'ont pas le droit de vote. Dont à Düsseldorf, une ville où comme ailleurs les loyers augmentent, où le CHU, les écoles, les organismes sociaux font des économies sur le dos des classes popu-

laires, où des licenciements ont lieu à l'usine Mercedes et où des réductions de salaire sont imposées à Thyssen-Krupp dans la ville voisine de Duisburg. Les candidats de la CDU (chrétiens-démocrates), du SPD (sociaux-démocrates) et des Verts ne proposent que des discours vides. Ils font des promesses quant aux transports, aux écoles, aux crèches ou aux pistes cyclables. Mais à part « Oui, Clara ! » (Les Verts) ou simplement l'image du candidat SPD, fier d'être un copain du ministre de la Défense, ils n'ont rien à offrir. S'ils obtiennent des voix, c'est surtout parce qu'il n'y a pas d'alternative politique.

Cela dit, l'AfD, parti d'extrême droite,

a triplé son score par rapport aux dernières élections il y a cinq ans, pour atteindre plus de 15 %, et même près de 30 % dans la ville de Gelsenkirchen – longtemps un fief de la social-démocratie. Ce sont les Verts et les autres partis de l'ex-coalition gouvernementale qui ont pris une claque. Le parti de gauche Die Linke progresse légèrement et atteint plus de 5 %. Comme dans l'ensemble de la région, la CDU a de nouveau remporté les élections à Düsseldorf.

Nous nous sommes présentés dans quatre circonscriptions autour de l'université et dans des quartiers ouvriers, avec des revendications claires : des augmentations de 650 euros de salaires et pensions, l'arrêt du génocide à Gaza, la fin des privatisations, l'expropriation des sociétés immobilières qui rendent les loyers inabordables... Rien qui puisse être résolu au niveau communal par des élections. La guerre, les loyers, les soins... voilà les questions brûlantes. Dans cette situation tendue, nous avons présenté notre programme de révolutionnaires, un programme d'urgence clair pour les travailleurs et leurs luttes. Nous avons trouvé beaucoup de soutien, notamment pour notre slogan « Arrêter le génocide à Gaza ». Malgré des scores très modestes, nous tisons un bilan

positif de nous être présentés pour offrir une perspective à des jeunes et des travailleurs, leur offrir aussi de s'organiser et s'unir. Ce qui trouverait probablement un écho plus large encore si d'autres groupes révolutionnaires y collaboraient.

SABINE MÜLLER • 15/09/2025



Le NPA-Révolutionnaires à la fête de l'Humanité

Le succès de la fête organisée par les militants du PCF et les équipes du quotidien fondé par Jaurès est immense : 610 000 personnes, 35 % de plus que l'an dernier. Des jeunes, des travailleurs et des travailleuses venus parfois de loin pour écouter des concerts et refaire le monde. Le NPA-R, qui a pu y être présent avec un stand, tient à remercier les organisateurs.

L'affluence record a tout à voir avec la situation politique. Raison pour laquelle les deux débats que nous avons organisés ont eux aussi dépassé nos attentes – à notre échelle bien plus modeste évidemment.

Le samedi Blandine, salariée des hôpitaux parisiens, Armelle, institutrice dans les Hauts-de-Seine et Coppelia, étudiante à Nanterre, sont revenues sur le succès du 10 septembre et la nécessité de construire des suites. Elles ont été remerciées par le public nombreux qui a regretté que ces préoccupations n'aient même pas été évoquées par les responsables de la gauche parlementaire, qui tenaient tribune commune à l'Agora. De la FI au PS en passant par le PCF et les Verts, tous se sont dits « prêts à gouverner », c'est-à-dire prêts à défendre

les intérêts de l'impérialisme français, que ce soit sous la présidence de Macron ou d'un autre. Comme l'a rappelé Armelle, notre porte-parole, nous ne sommes certainement pas pour gouverner ce système capitaliste que nos luttes devront renverser pour mettre les travailleurs au pouvoir.

Le dimanche, Xavier et Maria, postiers, et Aurélien, enseignant, ont introduit un débat sur la situation internationale. Comment s'opposer à l'extrême droite, aux guerres et au militarisme ? Pourquoi combattre toutes les formes de nationalisme, du racisme le plus crasse au protectionnisme économique défendu par certains syndicats qui prétendent que les travailleurs auraient plus d'intérêt commun avec des patrons français qu'avec leurs camarades du monde entier ? La question essentielle, qui a fait le plus réagir, reste celle de la lutte contre le génocide en Palestine. Et personne parmi les présents ne se contentera de gestes symboliques, que ce soient des discours à l'ONU ou des drapeaux en fronton des mairies.

Retrouvez nos deux débats en vidéo en ligne >>



ALBUM



BARZAZ

« EN CONCERT-WAR AL LEURENN »

En concert à La Sirène à Paimpol le 2 octobre

Exil, péril, guerre, amour contrarié... Ces thèmes typiques des récits populaires qui résonnent avec l'actualité sont au cœur des chants poétiques de Barzaz. Des musiciens bretons qui n'hésitent pas dans leurs concerts à soutenir les travailleurs migrants et le peuple palestinien.

Retrouvez notre critique enthousiaste sur le site



La place des femmes dans l'histoire des sciences modernes

Portraits de scientifiques injustement oubliées

Au premier étage de la tour Eiffel, 72 noms de scientifiques, choisis par Gustave Eiffel lui-même, sont inscrits en lettres dorées. Pour une pratique collaborative comme la science, 72, c'est bien peu, et ils sont nombreux à mériter de voir leur nom figurer sur cette frise. Mais le plus révoltant parmi tout ça reste qu'il n'y a pas une seule femme ! 136 ans plus tard, le 5 septembre 2025, une commission du CNRS propose d'inscrire 72 noms de femmes scientifiques, au-dessus de la frise des 72 hommes. Mieux vaut tard que... Mais il faudra attendre moult démarches administratives, pour que ce simple hommage en lettres dorées vaguement féministe se concrétise... peut-être.

Nos rencontres d'été révolutionnaires du mois d'août n'ont pas eu besoin de franchir un labyrinthe administratif pour présenter un atelier intitulé « Les femmes dans l'histoire des sciences », désormais retracé en une brochure déjà disponible sur notre site, sous le titre « La place des femmes dans l'histoire des sciences modernes – Portraits de scientifiques injustement oubliées ». Simples exemples parmi des centaines d'autres dans le monde : huit biographies scientifiques de femmes de science.

Hier comme aujourd’hui, on ne compte plus les publications scientifiques de pontes qui s’attribuent les travaux de leurs élèves, sans les nommer bien entendu. Comment s’étonner, dès lors, que, précaires parmi les précaires, les femmes scientifiques aient été et soient victimes de ces coups bas ? Leur invisibilité dans les domaines scientifiques se manifeste notamment par l’attribution, ou plutôt la non-attribution, du prix Nobel : depuis qu’il a été créé en 1901, il a récompensé 895 hommes mais seulement 65 femmes, dont 5 physiciennes et 8 chimistes. En 2024 encore, sur 11 lauréats, une seule femme, la Sud-Coréenne Han Kang, s’est vu décerner le prix.

Les femmes sont donc souvent les oubliées de la science. Certaines ont simplement été oubliées, leurs découvertes étant reconnues et valorisées, mais sous une

forme anonyme. D’autres ont vu leurs travaux purement et simplement dérobés par d’autres, des hommes qui ont récolté tous les honneurs alors que tout le monde savait qui avait réellement réalisé les expériences. Leurs travaux ont permis à d’autres de remporter le Nobel qui leur était dû.

Toutes ces femmes ont été brimées, spoliées, mais ce n’est évidemment pas ainsi qu’elles se voyaient ! Elles étaient avant tout des scientifiques. Leur rendre hommage ne peut pas consister à les présenter en victimes, mais nécessite de montrer l’importance de leurs travaux. C’est pourquoi les différents camarades qui ont sorti de l’oubli ces quelques scientifiques, ont tenu à résumer le contenu de leurs recherches, sans être trop technique. Juste quelques mots, ci-dessous, sur chacune d’elles.

LISE MEITNER 1878-1968

ET LA MISE EN ÉVIDENCE DE LA FISSION NUCLÉAIRE



En 1939, avec son collaborateur allemand Otto Hahn, elle met en évidence un nouvel élément, le baryum et utilise les nouveaux accélérateurs de particules pour prouver la véracité du modèle d’Ida Tacke ! C’est la fission nucléaire. Otto Hahn a reçu le prix Nobel en 1944 et est considéré comme un des pères de la physique nucléaire. Pourtant, il y a un problème dans cette équation : où est passée Lise ?

ROSALIND FRANKLIN 1920-1958

ET LA STRUCTURE TRIDIMENSIONNELLE DE L’ADN



La découverte de la structure en double hélice de l’ADN est liée aux noms de Watson et Crick, qui ont remporté le prix Nobel en 1962. Mais il y a un autre nom, oublié : celui de Rosalind Franklin, spécialiste en cristallographie. Cette technique lui a permis de capturer l’organisation spatiale de la molécule d’ADN. Une première ! Elle avait laissé son collègue Wilkins accéder à ses clichés, sans se douter qu’il allait les transmettre, sans son accord, à James Watson et Francis Crick, qui ramassèrent tous les honneurs.

MARTHE GAUTIER

1925-2022

ET LA DÉCOUVERTE DE LA TRISOMIE 21

Un soir, Marthe Gautier compta les chromosomes d’une cellule d’un enfant atteint du syndrome de Down, et crut se tromper en comptant 47 chromosomes au lieu de 46. Mais le lendemain, lorsqu’elle recompta, elle en trouva toujours

47 ! Marthe venait de découvrir l’origine de la maladie : un chromosome surnuméraire, plus exactement un troisième chromosome 21, alors qu’il ne devrait y avoir qu’une paire, d’où l’appellation de « trisomie 21 ». C’était une découverte majeure. Jérôme Lejeune, un chercheur du CNRS, prit les photos des lames préparées par Marthe Gauthier, et se mit comme principal signataire de l’article...



HENRIETTA SWAN LEAVITT 1868-1921

ET LE CALCUL DE LA DISTANCE ENTRE LA TERRE ET LES ÉTOILES



Les observations qu’elle fit en astronomie sur des étoiles « clignotantes », les Céphéides, ont abouti à une loi permettant de mesurer la distance d’étoiles relativement lointaines à la Terre. Jusque-là, on pensait l’univers limité à la Voie lactée. Or ces distances étaient bien plus grandes que le diamètre de la Voie lactée. L’Univers s’est élargi d’un seul coup... Sa découverte est toujours utilisée, mais on la désigne souvent sous le nom de « Relation Période-Luminosité des Céphéides » et non loi de Leavitt, contrairement à tant d’autres lois en astrophysique !

SOPHIE GERMAIN

1776-1831

ET LA DÉMONSTRATION PARTIELLE DU THÉORÈME DE FERMAT



Le contexte de la Révolution française ouvrit des portes à la mathématicienne Sophie Germain,

mais elle dut emprunter l’identité d’un élève masculin, pour obtenir les polycopiés de l’École polytechnique. Elle s’est surtout intéressée à la théorie des nombres et eut une correspondance abondante avec le plus grand spécialiste de l’époque, Carl Friedrich Gauss. Elle est la première à avoir démontré le théorème de Fermat pour toute une classe de nombres liés à des nombres premiers nommés depuis Nombres premiers de Germain.

Sur son certificat de décès (1831), elle est présentée comme « rentière », ce qui, à cette époque, était plus honorable pour une femme que d’être « mathématicienne »...

CHIEN-SHIUNG WU

1912-1997

ET LA RADIOACTIVITÉ β



Wu est née en 1912 en Chine, émigra aux États-Unis puis contribua au projet Manhattan, le projet de recherche du gouvernement américain visant à fabriquer une bombe atomique. Son apport majeur est issu de ses recherches après-guerre. En 1965, Wu publia un livre intitulé β decay [La désintégration β], dans lequel elle décrit ce mécanisme particulier de radioactivité. Ce sont ses collaborateurs Lee et Yang qui vont recevoir le Nobel en 1957.

HILDE MANGOLD- PRÖSCHOLDT 1898-1924

ET LA DÉCOUVERTE DE L’INDUCTION EMBRYONNAIRE



Entre 1919 et 1923, l’effervescence révolutionnaire en Allemagne s’accompagna d’une libéralisation des sciences et de l’enseignement, ouvrant davantage l’accès aux femmes. Hilde Mangold pratiquait l’embryologie expérimentale, méthode novatrice remplaçant l’observation seule. Ses travaux ont largement fait progresser les connaissances en embryologie. Hilde Mangold est morte accidentellement à l’âge de 26 ans. Sa thèse permit à son patron, Spemann, de recevoir le prix Nobel, sans qu’il soit davantage question de Hilde Mangold. En plus d’être un voleur, Spemann était un nazi...

IDA TACKE NODDACK

1896-1978

ET L’INTUITION DE LA FISSION NUCLÉAIRE



Jusqu’en 1934, la physique nucléaire expliquait la radioactivité par l’ajout d’un neutron, une petite particule, au noyau d’un atome d’uranium. À cette date, Ida Tacke, propose un nouveau modèle : le neutron provoque la fission, c’est-à-dire la séparation du noyau d’uranium en deux autres atomes plus petits et fortement radioactifs. Son hypothèse, bien que brillante, passa relativement inaperçue.

- Pour retrouver la brochure complète de cet exposé, rendez-vous sur notre site



« Bloquons tout » : la rentrée des luttes précède le début des cours !

TOUS ET TOUTES EN GRÈVE LE 18 SEPTEMBRE ET APRÈS

La journée du 10 septembre a été marquée par la présence massive de jeunes dans les différents cortèges dans l'ensemble du pays, allant jusqu'à parfois prendre la tête des manifestations, comme à Rouen. Le début de semaine était déjà inédit, avec la tenue d'assemblées générales dans une trentaine d'établissements supérieurs (250 étudiants à la Sorbonne, 500 à Rennes 2, 500 à Strasbourg), alors que la rentrée universitaire n'avait pas réellement débuté.

Le gouvernement a essayé de briser dans l'oeuf la mobilisation de la jeunesse scolarisée. Dans les universités, les présidences de facs ont multiplié les intimidations contre les étudiants mobilisés (Paris, Toulouse, Bordeaux, Dunkerque...), voire ont simplement déplacé ou annulé les cours qui devaient se tenir le 10 septembre. Devant les lycées, les policiers ont déchainé leur violence contre celles et ceux qui cherchaient à bloquer : mais cela n'a pas empêché les lycéens de rejoindre les actions ou les manifestations de la journée. Le déploiement de cette répression témoigne de la crainte du gouvernement de l'erracinement de la contestation dans les lycées et les universités, qui concentrent des milliers, voire des dizaines de milliers de jeunes qui se sont politisés ces dernières années : contre le génocide en Palestine, les violences policières ou sexistes et les violentes attaques patronales orchestrées par Macron et ses gouvernements successifs. Une politisation visible sur les lycées mobilisés, qui arborent presque tous des drapeaux palestiniens, quand il ne s'agissait pas carrément de drapeaux de l'équipage de Luffy (issus de One Piece et symbole de la contestation en Indonésie) ou des références à l'embrasement social népalais.

La principale force de la jeunesse scolarisée ne réside pas (seulement) dans sa capacité à se déployer sur de multiples « actions » ou « blocages », mais dans sa capacité à entraîner d'autres secteurs dans la lutte si elle se montre suffisamment

dynamique et déterminée. À Caen, après une assemblée de 400 étudiants, ils étaient 1 500 à s'élanter de leur campus pour rejoindre les manifestations du centre-ville : de quoi montrer à tous et toutes que : « Oui, la jeunesse est dans la rue ! » Nous devons enracer l'agitation actuelle dans nos lieux d'études, la structurer et la rendre visible largement pour montrer aux travailleurs qui se posent le problème de la grève qu'ils auront des alliés dans la jeunesse.

C'est dans cette perspective que le NPA-Jeunes-Révolutionnaires a pris l'initiative de proposer aux autres organisations de jeunesse de se réunir pour appeler et frapper ensemble à l'occasion de la journée de grève du 18 septembre, organisée par l'intersyndicale. Mais la mobilisation ne sera véritablement forte que si elle s'organise à la base, dans des assemblées générales, des comités de mobilisation, voire dans des coordinations - dont on voit les germes dans l'Interfac région parisienne qui a réuni 250 étudiants le 10 septembre et les différentes réunions inter-lycées de Rennes et Paris (une vingtaine de lycées représentés).

Une telle organisation démocratique et décisionnaire à la base pourrait donner des idées bien en dehors de l'Éducation par la force de l'exemple et nous donner les moyens de diriger nos luttes, alors que les directions syndicales et partis de gauche cherchent à canaliser la mobilisation pour leurs propres agendas institutionnels ou électoraux.

STEFAN INO • 16/09/2025

Les jeunes vivent de plus en plus longtemps chez leurs parents

GÉNÉRATION D'ASSISTÉS ? À VOIR...

Une récente étude de l'Insee pointe l'augmentation du nombre de jeunes adultes habitant chez leurs parents. À 26 ans, un jeune sur six vivant en ville n'a jamais quitté le foyer familial. Et pour cause ! La flambée des loyers, l'augmentation continue du coût de la vie étudiante ou encore du chômage des jeunes sont autant de freins qui retardent le départ du foyer parental... ou qui poussent carrément certains jeunes qui s'en étaient émancipés à y retourner (20 % d'entre eux).

Le choix est le suivant : indépendance et précarité ou bien sécurité du « cocon » familial. Cocon qui peut vite prendre des allures de cage, avec ses règles, ses tensions et son contrôle social. Vivre sous la coupe de ses parents n'a rien d'une sinécure ! Les situations de dépendance matérielle peuvent entraîner une dépendance morale qui freine l'émancipation des jeunes.

On est loin de l'image du « Tanguy » vivant au crochet de ses parents, dans le confort de sa chambre d'ado. Les vieux bourgeois aiment à nous présenter comme une génération d'assistés. « Apprends à te nourrir toi-même avant de vouloir faire la révolution », disait Macron à un jeune en 2018. Mais on pourrait retourner le conseil à la classe de rentiers dont il s'est fait le larbin ! C'est aussi grâce au travail de jeunes sous-payés, en intérim, en stage ou en alternance, que ces derniers font du profit.

MARTIN DUQUESNE • 16/09/2025

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org

FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires

X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes_revo

FACE À LA SÉLECTION À L'UNIVERSITÉ : SOUTENONS LA LUTTE DES SANS-FACS !



Comme chaque année, des centaines de milliers de jeunes sont privés du droit d'étudier, que ce soit par les plate-formes de sélection, comme Parcoursup ou MonMaster, ou bien par des redoublements refusés. Les universités et, derrière elles, le gouvernement et les patrons, semblent bien décidés à faire de la jeunesse une main-d'œuvre pas chère et corvée à merci, car peu diplômée. Loin de subir cette situation comme une fatalité, des jeunes sans-facs se sont organisés en collectifs pour imposer leur droit aux études aux différentes présidences d'université. Alors que Parcoursup est fermé depuis le 11 septembre, toujours aucun bilan chiffré de la procédure. Le ministère craint-il d'exposer la réalité en pleine rentrée sociale ?

Déjà, les premiers rassemblements ont eu lieu : 150 sans-facs, étudiants et soutiens mobilisés devant la présidence de l'université de Nanterre ce 15 septembre, ainsi que d'autres rassemblements à Lille et Grenoble, ou action devant les bureaux de la présidence à Lyon. Contre ces revendications, toujours les mêmes arguments : il serait impossible d'inscrire les étudiants par manque de place ou parce que cela nuirait à l'égalité d'accès à la fac. Comme si ce n'étaient pas eux qui appliquaient les suppressions de places en anticipant les coupes budgétaires promises par le gouvernement ! Comme si ce n'étaient pas eux qui appliquaient des mesures racistes comme la loi Bienvenue en France qui multiplie par 16 les frais d'inscription pour les étudiants étrangers !

Pour l'inscription de tous et toutes, les différents collectifs ont prévu de poursuivre la mobilisation, car c'est seulement en amplifiant le rapport de force qu'on obtiendra satisfaction. Les sans-facs ont rejoint les grévistes du 10 septembre et seront également dans la rue le 18. Car ils ont bien compris que leur lutte contre la politique de casse des universités a toute sa place dans les mobilisations contre le budget austéritaire de Macron, Lecornu et tous les autres !

R. PELS • 16/09/2025

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES